

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES GARANTIES
DE LA
LIBERTÉ INDIVIDUELLE
ET LE
RÉGIME DES ALIÉNÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 28 octobre 1913, à 1 h. 1/2

PAR

Henry GALY

Président : M. LARNAUDE, *professeur*
Suffragants { MM. BERTHÉLEMY, *professeur*
M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, *professeur*

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, rue Racine, 15

1913

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES GARANTIES
DE LA
LIBERTÉ INDIVIDUELLE
ET LE
RÉGIME DES ALIÉNÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 28 octobre 1913, à 1 h. 1/2

PAR

Henry GALY



Président : M. LARNAUDE, *professeur*
Suffragants { MM. BERTHÉLEMY, *professeur*
M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, *professeur*

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, rue Racine, 15

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES GARANTIES DE LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE
ET
LE RÉGIME DES ALIÉNÉS

INTRODUCTION

« Les aliénés ont trop de protecteurs, » a-t-on dit spirituellement.

Rien de plus juste.

Tirillés entre des partis contraires, les malheureux ont beaucoup fait parler d'eux et leur sort ne s'en est pas toujours trouvé amélioré.

Le médecin demande surtout qu'on adapte plus parfaitement la loi aux exigences du traitement des psychopathes. La rapidité de l'incarcération ne l'effrayera pas. Il considère, au contraire, comme essentiel d'agir vite pour éviter une aggravation irrémédiable. D'ailleurs l'asile d'aliénés ne devient-il pas un véritable hospice moderne dont on aurait tort de s'effrayer ?

Mais le juge veut avant tout sauvegarder la liberté individuelle. Jamais il n'admettra une incarceration sans les formes protectrices de la justice. La longueur de la procédure, loin de l'inquiéter, le rassurera.

Une difficulté du même genre s'est produite tout récemment à propos de la déclaration obligatoire de la tuberculose.

L'Académie de médecine vient d'émettre, le 1^{er} juillet dernier, un avis favorable à cette déclaration. Depuis plus de vingt ans, la question était à l'ordre du jour. Mais on craignait de porter des investigations indiscrètes dans le foyer familial ; n'allait-on pas signaler officiellement, de cette façon, une maladie grave, contagieuse, causer un préjudice irréparable ?

L'écho de ces préoccupations se retrouve dans un projet de résolution présenté à l'Académie par le Dr Duguet : « La déclaration obligatoire est scientifiquement désirable, mais actuellement inopportune ».

Quant au public, son opinion sur la question des aliénés est faite surtout de sentiment.

Un aliéniste s'exprime ainsi dans une récente leçon à Sainte-Anne : « Aux aliénés qui, inconscients de leur affection, s'en sont crus les injustes victimes, se sont associés, pour critiquer la législation, pour la maudire, des hommes politiques, journalistes, littérateurs ; la foule ignorante et suggestionnable qui ne croit pas à la thérapeutique, mais qui croit aux sorciers, que les démonstrations patientes de la science trouvent indifférente ou sceptique. »

Jamais la « grande presse » ne se serait passionnée

pour la défense d'une idée abstraite, mais l'histoire de l'enlèvement de M^{lle} de Monastério, l'incarcération arbitraire de Sellière et de Saudon étaient des événements retentissants, capables de surexciter, au plus haut point l'imagination de la foule.

Le roman s'en mêla ; les drames réalistes du Grand Guignol, la sombre histoire représentée au Théâtre Antoine (*In pace*), toute une évocation d'un passé qu'on croyait disparu a donné à tous la hantise des cachots où l'on est enfoui à tout jamais. De même que l'ombre menaçante de la Bastille (prison des plus douces en 1789) a précipité la Révolution, de même, l'évocation du cabanon des fous a réuni toutes les colères populaires dans un tolle général contre le régime de la loi de 1838.

Nous devons examiner plus posément les réformes que comporte cette législation. *A priori*, on peut déclarer qu'elle est caduque par bien des côtés, en raison seulement de ses soixante-quinze ans d'existence.

Le caractère mixte de cette question si intimement liée aux progrès de l'art médical ne fait que rendre plus nécessaire une refonte générale.

PLAN DE LA PRÉSENTE ÉTUDE

Après avoir exposé dans le titre premier les principes généraux des libertés individuelles et l'appli-

cation théorique qu'on doit en faire aux aliénés, nous étudierons dans le second titre quel sort est fait aux aliénés dans la pratique.

Tout d'abord, nous passerons rapidement en revue la condition des aliénés avant la législation actuelle, puis nous examinerons en détail le régime de la loi de 1838, en recherchant s'il est en harmonie sur tous ces points avec les principes précédemment déduits.

Cette étude nous amènera à l'exposition des nombreux projets de réforme qui ont été mis en avant, depuis 1860 jusqu'à nos jours. Nous nous attarderons quelque peu à cet examen dans la plus grande partie du titre III ; elle nous donnera les plus précieuses indications sur le sujet qui nous occupe.

Nous compléterons ces renseignements par un aperçu très sommaire de la législation des aliénés dans les pays où elle présente des particularités intéressantes.

Ayant ainsi en mains tous les éléments d'information, nous pourrons conclure par un exposé succinct des améliorations du régime des aliénés qui nous paraissent souhaitables pour la défense de la liberté individuelle.

TITRE PREMIER

LES GARANTIES DE LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE

CHAPITRE PREMIER

LES DROITS INDIVIDUELS

§ 1. — GÉNÉRALITÉS

Depuis la Déclaration des Droits de l'homme et la législation révolutionnaire, rien ne parut en France plus respectable et plus sacré que les droits individuels.

Sous l'influence de Rousseau et des philosophes anglais, la législation française a considéré l'être moral comme étant essentiellement un être libre.

Ce n'est donc pas une faveur de l'État, une concession gracieuse de l'autorité publique qui nous accorde des droits individuels. Ces droits proviennent du fond même de notre existence morale.

Conception diamétralement opposée à celle de l'antiquité où l'individu n'a aucun droit même dans les cités les plus républicaines ; l'État a une puissance illimitée à laquelle aucune liberté individuelle ne peut être opposée.

Itaque neque Atheniensis neque Romanus quis-

quam liber (a legibus erat) sed civitates eorumdem (Hobbes, *Leviathan*, chap. XXI).

On sait combien, à la suite des invasions germaniques, les barons du moyen âge avaient une fière idée de leurs droits individuels.

Peut-être faut-il voir dans le droit public de l'Angleterre une suite naturelle de cet état d'esprit du moyen âge. Par un singulier détour, la France aurait repris, grâce aux philosophes anglais du xviii^e siècle, la tradition du vieil esprit d'indépendance des chevaliers francs.

Notre ancien droit ne contient plus, en effet, la notion des libertés individuelles. Non qu'il reconnaisse au souverain un pouvoir illimité ; au-dessus du roi s'élèvent, d'après Loyseau « les lois fondamentales du royaume ».

Mais ces lois fondamentales ne donnaient pas au sujet le droit de faire valoir contre les décisions royales une revendication quelconque. A ce qui était un devoir pour le souverain ne correspondait aucun droit pour le sujet.

Quand la croyance à l'origine divine de l'autorité fut remplacée par la théorie du contrat social, les droits individuels furent considérés comme existant avant toute société et exceptés du contrat ; ils s'imposaient donc au respect de l'autorité elle-même à laquelle ils étaient antérieurs (1).

1. Locke, *Essay on civil government* §§ 135-142. — Wolff, *Jus-*

Mais, en dehors même de l'hypothèse du contrat social, l'école individualiste du xix^e siècle professe que le droit public, comme le droit privé, a son point de départ dans l'individu moralement libre, raisonnable et responsable. Les individus ayant une existence plus réelle que la société, la raison d'être finale de la société, c'est le libre développement des individus qui la composent.

Ce n'est plus l'individu qui est fait pour la société mais la société pour l'individu. Les pouvoirs publics et tout le jeu de notre organisation politique et administrative sont, au fond, au service de l'individu.

Suivant la parole de Sieyès : « la fin de tout établissement public est la liberté individuelle » (Discours du 2 thermidor an XIII).

On trouve de nombreux arguments à l'appui de cette théorie, en France dans les œuvres de Bastiat, Michel Chevalier, Dunoyer, Courcelles-Seneuil, Leroy-Beaulieu, Léon Say, etc. ; récemment M. A. Fouillée y a consacré des développements importants dans son ouvrage sur « *la Science sociale contemporaine* ». En Angleterre, Cobden et toute l'école de Manchester a professé cette doctrine.

naturæ, t. VIII, § 980. — Blackstone, *Commentaires*, 131, chap. I, p. 124. — Rousseau, *Contrat social*, t. II, chap. IV, p. 145-147 (éd. 1826). — Sieyès, *Réimpression de l'ancien Moniteur*, t. XXV, p. 292.

§ 2. — LES DROITS INDIVIDUELS
DANS NOTRE DROIT CONSTITUTIONNEL

Le respect des droits individuels est devenu un véritable dogme dans notre droit public ; on en trouve la preuve visible en jetant un regard rapide sur la législation constitutionnelle de notre pays.

Il est naturel, en effet, qu'en France, où toute la législation est écrite, on ait tenu à faire figurer solennellement, dans les textes, les droits individuels. Les hommes de la Révolution avaient même cette foi un peu naïve qu'il suffisait de proclamer les principes et de les inscrire en tête des constitutions nouvelles pour en assurer le respect.

Ainsi Barnave disait à la séance du 1^{er} août 1789 : « Je crois qu'il est indispensable de mettre en tête de la Constitution une déclaration des droits dont l'homme doit jouir. Il faut qu'elle soit simple, à la portée de tous les esprits, et qu'elle devienne le catéchisme national. »

Cette opinion prend sa forme définitive dans les paroles suivantes de Target à l'Assemblée Constituante : « Je crois que les droits des hommes ne sont pas assez connus, qu'il faut les faire connaître ; je crois que, loin d'être dangereuse, cette connaissance ne peut être qu'utile. Si nos ancêtres eussent fait ce

que nous allons faire, s'ils eussent été instruits comme nous le sommes, si les articles positifs eussent opposé des barrières au despotisme, nous n'en serions pas où nous en sommes. C'est en gravant sur l'airain la Déclaration des Droits de l'homme que nous devons faire cesser les vices de notre gouvernement et en préserver la postérité. »

Toutes les Constitutions qui se sont succédé en France depuis la fin du XVIII^e siècle l'ont solennellement proclamé.

La première et la plus célèbre des Déclarations des Droits de l'homme et du citoyen est celle votée par l'Assemblée Constituante du 18 au 27 août 1789 et placée ensuite en tête de la Constitution des 3-14 septembre 1791 ; elle fut suivie de celles des Constitutions de 1793, de l'an III et de 1848. D'autre part, celles de nos Constitutions qui ne renferment pas de déclaration des Droits, contiennent au moins une référence et une garantie des droits ; ainsi en est-il de la Constitution de l'an VIII dans ses dispositions générales ; de la charte de 1814, dans ses douze premiers articles ; de la charte de 1830, dans ses onze premiers articles ; des Constitutions du 14 janvier 1852 et du 21 mai 1870, dont l'article premier est ainsi conçu :

La Constitution reconnaît, confirme et garantit les grands principes proclamés en 1789 et qui forment la base du droit public des Français.

La Constitution de 1875 est la première qui passe complètement sous silence les droits individuels. Cet oubli ne doit d'ailleurs pas être considéré comme une répudiation, bien au contraire, M. Lepère dit, à la séance du 1^{er} février 1875 (1) : « Nous avons édicté une série de dispositions constitutionnelles sans nous attacher à faire des promulgations de principes, pas plus qu'à formuler des déclarations philosophiques. Nos principes sont connus. Ce sont les principes de 1789, que tous les gouvernements qui se sont succédé ont reconnus, jusqu'à celui-là même qui devait les violer de la façon la plus scandaleuse. »

§ 3. — LES DIVERS DROITS INDIVIDUELS

Comme le remarque M. Esmein (2), il n'y aurait, en dernière analyse, que deux droits individuels fondamentaux : l'égalité civile et la liberté individuelle.

En effet, les lois révolutionnaires mentionnent dans la liste des Droits de l'homme, la liberté, l'égalité, la sûreté, la propriété. Mais ces deux derniers droits ne sont ils pas, au fond, des formes et à certains égards, des garanties de la liberté ?

Peut-être conviendrait-il toutefois d'ajouter, dans un ordre d'idées tout différent, un autre droit, men-

1. *Annales de l'Assemblée Nationale*, t. XXXVI, p. 619.

2. *Éléments de droit constitutionnel*, p. 369.

tionné déjà dans la loi du 24 vendémiaire an II, article 16, et qui a trouvé sa pleine application dans la loi du 15 juillet 1893 : C'est le droit à l'assistance. Il est d'ailleurs contesté qu'il s'agisse là d'un véritable droit individuel ; le législateur a tenu surtout à proclamer un devoir strict de l'État.

Nous aurons à en traiter plus longuement dans la suite de cette étude, le régime des aliénés étant, par tout un côté, un régime d'assistance (Voir titre III, réformes, proposition Dubief).

En résumé, il existerait trois droits individuels fondamentaux : liberté, égalité, assistance, ou, pour employer le langage révolutionnaire : liberté, égalité, fraternité.

C'est l'étude de la liberté individuelle qui va maintenant nous retenir.

CHAPITRE II

LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE

§ I. — GÉNÉRALITÉS

Parmi les divers droits individuels, celui qui a le plus de retentissement, et on peut dire, le plus d'attrait, c'est évidemment la liberté. A tel point qu'on résume d'un mot tous ces droits en les appelant : nos libertés.

On court à la défense de la « liberté ». La liberté n'entraîne-t-elle pas d'ailleurs l'égalité ? S'il y a des degrés dans la servitude, la liberté n'en connaît pas.

A la différence des droits politiques, la jouissance de la liberté est générale ; elle s'étend à tous les êtres humains, aux hommes comme aux femmes, aux étrangers aussi bien qu'aux nationaux (réserve faite d'une réglementation possible).

Avec beaucoup de netteté, Sieyès, dans un projet de déclaration des droits présenté à l'Assemblée Constituante, fait cette distinction nécessaire : « Il existe une différence entre les droits naturels et

civils et les droits politiques. Elle consiste en ce que les droits naturels et civils sont ceux pour le maintien et le développement desquels la société est formée (1), et les droits politiques, ceux par lesquels la société se forme et se maintient. Tous les habitants d'un pays ont droit à la protection de leur personne, de leur propriété, de leur liberté. Mais tous n'ont pas droit à prendre une part active dans la formation des pouvoirs publics. Les femmes, du moins dans l'état actuel, les enfants, les étrangers, ceux encore qui ne contribueraient en rien à soutenir l'établissement public, ne doivent point influer activement sur la chose publique. »

Rossi approfondit davantage encore la question (2) : « On ne peut confondre les droits politiques avec les droits publics, parce que les droits politiques, quoiqu'on fasse, qu'on les suppose aussi généraux qu'on voudra, impliquent toujours une question de capacité. Vous ne verrez jamais les droits politiques accordés aux enfants, aux femmes même, quoiqu'on dise, ni aux fous. Eh bien ! les droits publics ne leur appartiennent-ils pas ? Un enfant n'a-t-il pas droit à la liberté individuelle comme un homme ? Une femme n'a-t-elle pas le droit de publier ses opinions comme un homme ? Le fou lui-même n'a-

1. Cette phrase montre bien le caractère individualiste des conceptions modernes du droit public (Cf. chap. I, § 1).

2. *Cours de droit constitutionnel*, 2^e éd., t. I, p. 10.

t-il pas droit à la liberté individuelle, car les garanties qu'on prend contre les écarts ou les fureurs d'un fou ne sont pas proprement des atteintes à la liberté individuelle. »

Cette dernière remarque nous amène à rechercher en quoi consistent les droits des aliénés.

§ 2. — QUELS SONT LES DROITS DE L'ALIÉNÉ

Un défenseur de la loi de 1838 sur les aliénés professe au contraire que le fou, n'ayant pas son libre arbitre, n'a pas droit à la liberté. « On n'attente pas à la liberté de celui qui est devenu l'esclave du délire; l'insensé n'a plus son libre arbitre, il n'a plus le contrôle de lui-même ni la responsabilité de ses actes; liberté et responsabilité sont deux choses corrélatives; on ne doit plus avoir la liberté de ses actions, quand on n'en a plus la responsabilité » (M. Suin).

Nous reviendrons sur cette question au titre suivant.

Mentionnons dès maintenant deux idées. La première, c'est qu'en cas de folie douce, le droit d'internement de la société n'est pas précisément fondé sur la défense sociale. La seconde, c'est qu'il y a une question préalable: faire la preuve de l'état d'aliénation mentale et entourer cette preuve du maximum de garanties.

Beaucoup plus facile à résoudre est le cas de folie dangereuse. L'administration est chargée de maintenir l'ordre public et l'incarcération immédiate du fou furieux s'impose.

La déclaration des Droits de l'homme n'a-t-elle pas défini ainsi la liberté individuelle : « La liberté consiste à faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance des mêmes droits » (art.4).

Pour priver justement l'aliéné de ses droits, il n'est pas nécessaire qu'il ait commis un crime. Il suffit que son état mental rende vraisemblable la possibilité d'un crime.

Nous trouvons d'ailleurs dans d'autres cas des dispositions analogues dont personne ne conteste la légitimité.

Ainsi les lois de police sanitaire prescrivent des quarantaines à l'égard des personnes simplement suspectes d'une contamination possible (L. du 3 mars 1822 ; déc. du 29 fév. 1876).

Au point de vue criminel, la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes (art. 19) décide que des interdictions de séjour peuvent être signifiées aux condamnés libérés.

Ici encore il s'agit uniquement d'un danger possible.

Le droit de défense de la société s'étend ainsi incon-

testablement aux dangers possibles, à la condition que cette possibilité soit sérieusement établie.

Le principe n'en subsiste pas moins qu'il ne faut toucher à la liberté individuelle qu'en cas de nécessité dûment démontrée et en s'entourant du maximum de garanties.

L'idée s'applique aux aliénés aussi bien qu'aux autres personnes.

CHAPITRE III

LES GARANTIES DE LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE

§ 1. — GARANTIES CONSTITUTIONNELLES

Nous l'avons vu : alors que les constitutions précédentes mentionnaient et garantissaient les droits individuels, la Constitution de 1875 n'y fait aucune allusion. La forme solennelle des lois constitutionnelles, leur force particulière les met au-dessus des lois ordinaires. En y faisant figurer la liberté individuelle, on la garantissait contre le législateur lui-même en lui interdisant de faire aucune loi qui y porte atteinte.

L'oubli de 1875 entraînerait-il donc un affaiblissement de la garantie de notre liberté ?

On aurait tort de le craindre. Tout d'abord, il ne suffit pas de faire figurer un droit dans la Constitution pour que, par le fait même, tous les citoyens en aient l'exercice et la jouissance.

La liberté est limitée en effet par le maintien de l'ordre public.

L'exercice des droits « suppose donc une réglementation préalable que doit en faire le législateur, et, tant que cette réglementation n'a pas eu lieu, le droit déposé, garanti dans la Constitution, ne peut-être exercé, il reste là comme une simple promesse » (1).

D'autre part, une loi « qui supprimerait, ou entamerait une liberté ou un droit garantis par la Constitution ne serait pas nulle pour cela. Incontestablement, elle n'aurait pas dû être votée par le Corps législatif qui, en l'adoptant, a violé la Constitution. Mais une fois votée, elle devient cependant obligatoire et, ni le Pouvoir exécutif ni le pouvoir judiciaire ne pourraient refuser d'en faire l'application. Cela vient de ce que notre droit public, poussant à l'extrême les conséquences de la séparation des pouvoirs, refuse aux tribunaux le droit d'apprécier la constitutionnalité ou l'inconstitutionnalité des lois » (2).

La garantie constitutionnelle de la liberté n'a donc que la valeur d'une restriction morale imposée au législateur et l'état de droit est sensiblement le même qu'elle existe ou qu'elle n'existe pas.

Les auteurs de la Constitution de 1875 ont estimé qu'il était désormais inutile d'y faire figurer expressément les célèbres principes de 1789 : ils étaient passés dans les mœurs.

1. Esmein, *Éléments de droit constitutionnel*, p. 367.

2. Esmein, *Éléments de droit constitutionnel*.

§ 2. — SÉPARATION DES AUTORITÉS ADMINISTRATIVES
ET JUDICIAIRES

Tous les textes s'accordent pour réserver au pouvoir judiciaire la garde des droits publics des citoyens (liberté individuelle, propriété, état des personnes).

Le corps inamovible des juges présente, en effet, une garantie toute spéciale pour les justiciables et on compromettrait irrémédiablement la liberté le jour où l'on remettrait à des fonctionnaires révocables le soin de la garder.

Dans les temps troublés d'ailleurs, le signe même de l'insécurité des citoyens a été la proclamation de lois de sûreté générale permettant de frapper de façon purement administrative de larges catégories de suspects (D. 17 sept. 1793; D. 3 mars 1810; loi du 26 mars 1820; loi du 27 juin 1848, commissions mixtes de 1852; loi du 27 février 1858).

La règle est donc que personne ne peut être arrêté ni détenu que par ordre de l'autorité judiciaire, à la condition de passer en jugement régulier et de n'être frappé que de peines légales. Donc, pas de détention arbitraire ou administrative, mais il est à noter que nous n'avons pas en France l'*habeas corpus*, c'est-à-dire l'obligation pour le juge de faire comparaître dans les vingt-quatre heures et de prendre une con-

naissance sommaire de l'affaire ; que le système de la mise en liberté sous caution n'est pas très développé.

Au XVIII^e siècle, cette garantie contre les arrestations arbitraires s'appelait la « sûreté ». On sait, du reste, qu'elle était loin d'être complète et les fameuses lettres de cachet permettaient au roi de frapper des hommes politiquement gênants ou dangereux sans la publicité d'un procès. Chose plus grave peut-être, les familles puissantes obtenaient des lettres de cachet pour faire emprisonner sans aucun scandale leurs membres compromettants.

§ 3. — L'INTERNEMENT DES ALIÉNÉS

Faisons maintenant l'application de ces idées au régime des aliénés et reportons-nous à l'époque où l'on préparait la loi du 30 juin 1838 qui est restée la charte fondamentale en cette matière.

Ils'agit de prononcer l'internement d'une personne, non plus à cause d'un délit commis, mais dans l'immense majorité des cas, en prévision d'un attentat possible, vu la faiblesse d'esprit de l'aliéné.

Comme en matière criminelle, le résultat de l'instruction sera la privation de la liberté. Une seule différence distingue les deux cas ; c'est la situation misérable et digne de toute pitié du pauvre être irresponsable qu'on va incarcérer.

D'ailleurs, une erreur ne peut-elle être commise ? Il est souvent bien difficile d'apprécier l'aliénation mentale d'un individu. L'intéressé ne peut se défendre d'une façon efficace qu'avant l'internement ; après, il sentira peser sur lui la terrible présomption de la folie.

Chose plus grave encore : n'y a-t-il pas des personnes intéressées à la disparition de tel ou tel et ne risque-t-on pas, en laissant à l'autorité administrative le droit d'incarcération, de ressusciter les redoutables lettres de cachet ?

Les principes généraux du droit mettent la liberté individuelle sous la garde du pouvoir judiciaire. De même que la propriété est sauvegardée en toute circonstance par les tribunaux, même en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, de même, et à plus forte raison, la liberté individuelle ne doit être atteinte qu'avec l'autorisation des juges. La liberté n'est-elle pas plus précieuse encore que la propriété (1) ?

Les doctrinaires qui entourèrent de telles précautions, en 1841, la garantie de la propriété individuelle, allaient-ils sacrifier la liberté individuelle ?

Ce n'est pas que de vigoureux plaidoyers aient fait

1. Remarquons que les quarantaines, de même que l'interdiction de séjour, rappelées précédemment (Chap. II § 2) peuvent bien être prononcées par l'autorité administrative, mais qu'elles n'entraînent pas l'internement et sont d'une durée très limitée.

défaut en 1837. Écoutons plutôt les paroles d'Odilon Barrot à la Chambre des députés :

« S'il y a un principe fondamental dans notre droit civil, c'est qu'on ne peut toucher à la personne et à la propriété des citoyens que par des actes de justice... Je conçois très bien que les préfets et l'administration puissent, par mesure de sécurité publique, disposer provisoirement de la liberté d'un citoyen, le mettre hors d'état de nuire à autrui ; mais ce ne peut être jamais là qu'une mesure provisoire, une mesure de conservation qui, pour se convertir en une sorte de détention prolongée, a besoin de la sanction judiciaire. Eh bien ! Je voudrais que la mesure conservatoire appartint toujours à l'administration, mais qu'elle ne pût jamais se prolonger qu'après une décision de l'autorité judiciaire. Je crois que c'est là un principe qui doit servir de base à votre loi et que, si vous permettez qu'une détention puisse se prolonger indéfiniment, même pour cause d'insanité, en vertu d'un simple acte d'administration, vous porterez atteinte à un principe fondamental dans notre droit (Ch. des députés ; séance 16 avril 1837) ».

M. Reinach se prononce dans le même sens : « Le seul fait d'avoir une lésion plus ou moins grave dans le cerveau ne suffit pas à donner à la société le droit d'enfermer l'individu qui en est atteint ; le droit qui appartient à la société d'interner les aliénés ne commence que du jour où les effets de la lésion

cérébrale peuvent mettre en péril la société ou l'individu lui-même ; mais alors, le pouvoir d'internement ne saurait dépendre du seul certificat médical qui a constaté la folie : l'intervention de la magistrature, d'une magistrature sociale, est indispensable (1). »

Le ministre de l'Intérieur s'est rallié à cette idée en 1881 :

« C'est un principe de notre droit que les questions d'état, de capacité et de liberté individuelle ne peuvent être tranchées que par l'autorité judiciaire ; c'est donc au tribunal civil seul qu'il appartiendra, dans un délai qui ne pourra excéder un mois, de statuer sur le maintien à titre définitif ou la sortie de la personne placée. »

A la lumière de ces principes nous allons examiner maintenant le régime des aliénés, tel qu'il est établi par la loi du 30 juin 1838, et nous ferons ressortir les points sur lesquels il est exceptionnel et contraire aux principes ainsi établis.

Cette étude sera précédée d'un résumé historique faisant connaître rapidement quel a été le sort des aliénés dans l'antiquité, au moyen âge, dans l'ancienne France, pendant la période révolutionnaire et la période suivante jusqu'à la loi de 1838, qui reste encore la charte fondamentale des aliénés dans notre pays.

1. Joseph Reinach, cité dans le rapport Lafont, p. 91.

TITRE SECOND

LE RÉGIME DES ALIÉNÉS

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

§1. — DROIT ROMAIN.

Dans les mesures qu'il a édictées concernant les aliénés, le législateur romain s'est fort peu préoccupé d'assurer le respect de la liberté individuelle. Une pareille lacune ne doit pas être pour nous surprendre : à Rome, comme chez tous les peuples anciens, il n'y avait pas de droits de l'individu contre l'État : « La cité, dit M. Fustel de Coulanges, avait été fondée sur une religion et constituée comme une Église ; de là son omnipotence et l'empire absolu qu'elle exerçait sur ses membres ; dans une société établie sur de tels principes, la liberté individuelle ne pouvait pas exister. » (1)

Le droit Romain se préoccupe surtout de protéger la société contre les *furiosi*. On mentionne à ce sujet une application de « curatelle légitime », que le développement de la législation a fait étendre aux fous non furieux ou simples insensés.

1. Fustel de Coulanges, *la Cité antique*

Dès que leur état paraît être de nature à causer des troubles, le magistrat peut décider, sans aucun contrôle, leur internement. Un texte paraît vouloir leur assurer, pendant leur détention, un traitement humain ; c'est la loi 8 § 9, D. De pœnis, 48, 19 qui stipule : « *Carcer enim ad continendos homines, non ad puniendos haberi debet* ; mais cette sage prescription n'a pas été observée dans la pratique.

Les quelques mesures de protection que l'on rencontre, dès les douze tables, concernent les biens des aliénés ; mais, nous n'avons pas à nous occuper de ces mesures dans cette étude.

§ 2. — ANCIEN DROIT

La question de la liberté individuelle ne devait pas tenir plus de place dans notre ancien droit que dans le droit romain. D'autre part, le christianisme n'apporta pas, comme on aurait pu l'espérer, plus d'humanité dans le traitement des aliénés. Presque au contraire, les populations crédules, naïves et superstitieuses du moyen-âge étaient poussées à voir dans les fous des possédés du diable, des sorciers, des suppôts de Satan ; et leur fanatisme se déchainait contre ces malheureux avec furie. Une contrée était-elle dévastée ? On les en rendait responsables. Parfois, par une sorte de contradiction

irraisonnée, on les honorait au contraire comme des sortes de favoris du ciel.

« Les plus furieux, dit Esquirol, étaient enfermés dans les cachots, les autres dans les couvents, dans les donjons, lorsqu'ils n'étaient point brûlés comme sorciers ou comme possédés du démon ; les plus tranquilles erraient librement, abandonnés à la risée, aux injures ou à la vénération ridicule de leurs concitoyens (1) ».

C'est cependant le clergé qui ouvrit les premiers établissements destinés au traitement des aliénés. L'idée de ces institutions est venue, semble-t-il, d'Orient, et, par l'islamisme, pénétra en Espagne où les frères de la Merced fondèrent, en 1409, l'asile de Valence. En France, le plus ancien établissement de ce genre a été créé à Marseille, au xvi^e siècle. Mais quel traitement les malheureux déments y recevaient !

« Ils étaient, nous dit Fœderé, relégués dans des cachots souterrains, insalubres et humides ». Pourtant l'asile d'Avignon, fondé par les pénitents noirs de la Miséricorde, était renommé pour les bons soins qu'y trouvaient les aliénés et pour les guérisons qui y étaient obtenues.

En somme, les aliénés ne reçurent des soins que

1. Esquirol, *De l'Aliénation mentale*, Ch. I, p. 146.

dans les monastères qui se mirent peu à peu à les recueillir.

Au xvii^e siècle, les établissements d'aliénés qui, jusqu'alors, ne s'étaient répandus que dans le Midi de la France, se propagèrent vers le Nord, où les frères Bonfils, créèrent un asile à Armentières.

Sous l'impulsion généreuse de saint Vincent de Paul, l'État devait, à son tour, intervenir dans le traitement des aliénés. Louis XIV fit élever des hôpitaux généraux, dont le but principal était sans doute la répression de la mendicité, mais dans lesquels des quartiers spéciaux étaient réservés aux aliénés. D'ailleurs ceux-ci y étaient enfermés comme des vagabonds dangereux, plutôt que comme des malades exigeant des soins. Cependant, l'idée des hospices publics était lancée et elle devait être la source des progrès ultérieurs.

Dès 1660, on voit les pouvoirs publics se préoccuper de la guérison des déments. Un arrêt du Parlement de Paris, du 7 septembre de cette année, ordonnait que les fous réputés incurables seraient seuls, après examen à l'Hôtel-Dieu, envoyés à Bicêtre et à la Salpêtrière ; les autres devaient être maintenus à l'Hôtel-Dieu pour y être traités.

Mais le traitement était toujours rudimentaire et les croyances du moyen âge subsistaient. Le grand chirurgien Ambroise Paré lui-même avait considéré certains aliénés comme « ensorcelés ». A la veille de

la Révolution, pourtant, on commença à s'inquiéter d'appliquer aux déments un traitement plus humain. Louis XVI chargea, en 1785, Colombier, médecin de Charenton, de rédiger une « Instruction » indiquant les règles à suivre pour le traitement des aliénés dans les asiles publics. En 1786, une commission fut nommée pour l'étude de ces questions par l'Académie de médecine ; elle comprenait entre autres membres Bailly, Daubenton, Lavoisier et un rapport fut élaboré en son nom par Tenon. En même temps, Cabanis, dans des opuscules, dénonçait les scandales des hôpitaux et des prisons.

Malgré ce mouvement tardif, la situation des aliénés restait lamentable. En 1789, La Rochefoucauld-Liancourt pouvait encore dire parlant de Bicêtre et de la Salpêtrière : « La folie est considérée ici comme incurable ; les fous ne reçoivent aucun traitement ; ceux qui sont réputés dangereux sont enchaînés comme des bêtes féroces. »

D'ailleurs, aucune mesure n'est prise pour éviter les internements arbitraires. « Ceux qui ont le malheur, nous apprend des Essarts (1), d'être attaqués de folie, démence ou fureur, doivent être gardés par leurs parents ou à leurs frais, de manière que la tranquillité publique ne soit pas troublée par ces infortunés. Lorsque les familles ne sont pas en état de payer

1. Des Essarts, *Dictionnaire universel de police*. V° Folie.

une pension, les officiers chargés de veiller au maintien de l'ordre doivent faire conduire ces sortes de malades dans les hôpitaux ou dans les autres endroits destinés par le gouvernement pour les recevoir. »

Une étude sur les aliénés, publiée par M. du Bled (1) dans *la Revue des Deux-Mondes*, nous fournit les détails suivants : « Même en plein XVIII^e siècle, la constatation de la démence n'est entourée d'aucune garantie : point d'ordonnance du médecin, très rarement une ordonnance judiciaire, un ordre du roi, de l'intendant ou du maire et, pour motiver cet ordre, il suffit que la famille le demande sans fournir d'explications ; parfois, cependant, outre la signature des parents, l'administration exige celle de quelques notables, du curé, une déclaration de notoriété. « Il m'a été secrètement confié, écrit un subdélégué, que M^{lle} P... ne doit pas être regardée comme » folle et qu'elle est la victime d'une préférence que sa » mère a pour ses autres enfants. » En 1766, un fonctionnaire fait une visite à la Tour-Chartreuse, et en dresse procès-verbal : le premier individu qu'il rencontre est fou à lier, mais le second est un malheureux qui, un jour de fête et déjà ivre, a mis dans sa poche une tasse d'argent ; aussitôt dégrisé, il l'a ramisée et cependant il reste là depuis dix-sept ans.

1. Du Bled, *les Aliénés à l'étranger et en France* (*Rev. des Deux-Mondes*, 1886).

Plus loin, la femme D... non insensée et trois hommes non fous, détenus en vertu de lettres de cachet. Enfin, au plus profond de la prison, deux fous reconnus avec trois autres qui ne le sont pas : celui-ci a alarmé sa famille en mangeant du bois, un autre a été placé là provisoirement, leurs parents les ont oubliés. Sur vingt-deux personnes séquestrées, onze seulement sont de véritables déments et, parmi ces derniers, plusieurs sans doute ne l'étaient pas qui le sont devenus. »

§ 3. — PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE

L'Assemblée Nationale, animée de sentiments généreux, proclama dans un texte solennel, la loi des 16-26 mars 1790, que les aliénés sont des malades et qu'ils ne peuvent être enfermés que dans des hôpitaux et non dans des prisons. « Les personnes détenues pour cause de démence seront, pendant l'espace de trois mois, à compter du jour de la publication du présent décret, à la diligence de nos procureurs, interrogées par les juges dans les formes usitées, et, en vertu de leurs ordonnances, visitées par les médecins, qui, sous la surveillance des directeurs de districts, s'expliqueront sur la véritable situation des malades, afin que, après la sentence qui aura statué sur leur état, ils soient élargis ou soi-

gnés dans les hôpitaux qui seront indiqués à cet effet. »

Ainsi, comme le montre M. Roussel, la loi des 16-26 mars 1790 a, tout au moins théoriquement, marqué en France pour l'aliéné, la fin du régime des cachots et sa mise en traitement dans une maison de santé. Signalons ici une première application des théories que nous avons exposées au titre précédent sur la liberté individuelle: c'est le pouvoir judiciaire qui prononce sur l'internement des aliénés.

Malheureusement, le législateur révolutionnaire n'eut pas le temps ni les moyens pratiques d'organiser un régime des aliénés conforme aux idées qu'il avait proclamées. Lorsqu'il créa les institutions administratives nouvelles, il en revint aux errements anciens. Par la loi des 16-24 août 1790, titre XI, article 3-6°, il confia « à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux... le soin d'obvier ou de remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par les insensés ou les furieux laissés en liberté et par la divagation des animaux malfaisants et féroces ».

La loi des 19-22 juillet 1791 (tit. I, art. 15) vint édicter des mesures qui avaient pour but la sécurité publique et non la protection des déments. « Ceux qui laisseront divaguer des insensés ou furieux, ou des animaux malfaisants ou féroces, seront, indépendamment des réparations ou indemnités envers

les parties lésées, condamnés à une amende qui ne pourra être au-dessous de quarante sous, ni excéder cinquante livres et, si le fait est grave, à la détention de police municipale ; la peine sera double en cas de récidive. » Dans les deux textes on trouve l'assimilation, involontaire peut-être, mais pénible, des aliénés aux animaux malfaisants et féroces.

Si triste que puisse être cette constatation, le législateur oublie peu à peu les beaux principes qu'il a affirmés en 1790. La loi du 24 vendémiaire an IX (tit. III, art. 7) confond les aliénés avec les malfaiteurs. « Ceux actuellement enfermés pour cause de démence et qui sont aux frais de la Nation, seront transférés dans les nouvelles maisons de répression et continueront d'être à la charge publique. » Ainsi, en dehors de la mesure temporaire ordonnée par la loi des 16-26 mars 1790, aucune protection n'est instituée en faveur des déments. Ils peuvent être enfermés sans aucune formalité, soit administrativement, soit sur la demande de la famille ; et leur internement a lieu dans des maisons de répression !

Cependant, il faut reconnaître que l'autorité administrative chercha, dans la pratique, à suppléer autant que possible, à l'insuffisance de cette législation. C'est ainsi que, le 15 thermidor an XI, le ministre de la Justice adressait au ministre de l'Intérieur la lettre suivante : « Dans l'état actuel de la législation je pense que l'autorité administrative, pour abvier aux évé-

nements fâcheux qui pourraient résulter de la liberté dont jouirait un insensé, est autorisée par l'article 3 du titre XI de la loi du 24 août 1790 à le faire arrêter et à le placer provisoirement dans un dépôt de sûreté ; mais cette mesure, essentiellement provisoire, ne peut jamais dispenser de faire prononcer définitivement sur son état par les tribunaux ; c'est à eux seuls qu'il appartient de déclarer par jugement la démence des individus qui en sont atteints et après avoir entendu des témoins et fait vérifier leur état par des officiers de santé. C'est au surplus à leurs parents ou au ministère public, à leur défaut, à provoquer ces jugements. L'article 9 de la loi des 16-26 mars 1790 et les principes généraux doivent servir de règle à cet égard. Ainsi, lorsqu'un insensé a été provisoirement arrêté par l'autorité administrative, le tribunal du lieu de son domicile doit fixer son état et c'est d'après le jugement rendu que l'autorité administrative le fait définitivement placer dans les maisons destinées aux insensés et furieux. Lorsqu'il n'y a pas eu nécessité de faire provisoirement arrêter la personne atteinte de folie, le tribunal doit, avant que cette mesure soit prise, rendre un jugement qui détermine et fixe son état. Si un individu déclaré fou par jugement recouvre sa raison, c'est au tribunal qui a rendu ce jugement à ordonner sa mise en liberté ; dans aucun cas l'autorité administrative ne peut en avoir le droit, à moins qu'il n'ait pas été

prononcé par les tribunaux ; mais, comme les insensés et les furieux sont placés sous sa surveillance dans les maisons où ils sont détenus, elle peut, dans tous les cas, lorsqu'il lui paraît qu'ils ont recouvré la raison, provoquer cette mesure auprès du ministère public (1). »

Cette lettre dénote, à notre avis, une intelligence tout à fait remarquable de la question de l'internement des aliénés. Le projet de loi présenté en 1882 par le gouvernement et tous les projets postérieurs ne font que reprendre et développer cette conception.

En même temps, grâce à l'influence de Pinel, médecin en chef de l'hospice de Bicêtre, le traitement des aliénés, dans les maisons de santé, se faisait plus humain. Les loges basses et humides furent remplacées par des locaux vastes et aérés. Les aliénés furent répartis en catégories, suivant leur état de démence. Les chaînes, les verrous, les mesures de violence furent supprimés. Seule, la camisole de force fut maintenue comme moyen de protection contre les furieux. Des ateliers de travail furent créés.

Un traitement rationnel succédait ainsi au régime violent dont les infortunés avaient été jusqu'ici victimes. Grâce à Pinel, un nouveau champ d'études s'ouvrait devant la science. Le fou n'était plus un

1. Dalloz, *Répertoire. Aliénés*, n° 25.

possédé ; c'était un malade qu'elle allait entreprendre de ramener à la santé.

Toutefois, les établissements hospitaliers présentant dans une certaine mesure, le caractère de maison de santé sont rares. Presque partout les mauvais traitements sont en usage.

Le Code civil (titre « de l'interdiction », 1803) n'apporta pas d'amélioration dans la situation des aliénés, se contentant de sauvegarder leurs biens.

Dans une circulaire du 30 fructidor an XII, Portalis rappelle aux préfets que les furieux doivent « être mis en lieu de sûreté », mais qu'ils « ne peuvent être détenus qu'en vertu d'un jugement que la famille doit provoquer ». Le ministre cherchait ainsi un compromis pour sauvegarder, dans la mesure du possible, la sûreté publique et la liberté individuelle. En l'absence de texte précis, il ne savait comment traiter les aliénés non frappés d'interdiction.

§ 4. — RESTAURATION

Citons pour mémoire une intéressante circulaire du ministre de l'Intérieur, du 10 juillet 1819, dénotant de véritables préoccupations d'hygiène.

Mais la nécessité d'une loi réglementant la matière se faisait de jour en jour plus impérieuse. Les aliénés dont les familles ne réclamaient pas l'interdiction

étaient privés des soins nécessaires et constituaient un danger public. La création et l'organisation d'établissements spéciaux pour le traitement des aliénés s'imposaient.

CHAPITRE II

RÉGIME DE LA LOI DE 1838

Le 30 juin 1838 était promulguée la loi qui est restée sans changement la charte constitutive des aliénés. Elle a été complétée par une ordonnance du 18 décembre 1839 portant règlement sur les établissements publics et privés consacrés aux aliénés ; cette ordonnance organise notamment les commissions de surveillance des asiles.

Nous étudierons avant tout, dans cette législation, les garanties qu'elle présente pour la liberté individuelle.

Quelle sera la pierre de touche permettant de reconnaître comment est garantie la liberté individuelle des aliénés ?

Nous pourrions la découvrir surtout à deux moments et en nous posant les deux questions suivantes :

Comment peut-on entrer dans un asile d'aliénés ?

Comment peut-on en sortir ?

Examinons donc la procédure établie par le législateur de 1838 pour l'entrée et la sortie des aliénés.

Nous trouverons également, dans la manière dont sont surveillés les aliénés incarcérés, des indications précieuses sur le sujet qui nous occupe.

§ 1. — ADMISSION DES ALIÉNÉS

Placement dans les asiles. — Les aliénés peuvent être placés dans les asiles, soit volontairement par leurs familles, soit d'office, par ordre de l'autorité préfectorale.

Placements volontaires. — Toute personne, même non parente, peut en placer une autre dans un établissement d'aliénés, sans autorisation préalable de l'autorité publique, en présentant :

1° Une demande d'admission contenant ses noms, profession, âge et domicile, ainsi que ceux de l'aliéné, leur degré de parenté ou la nature de leurs relations. La demande doit être écrite ou signée par celui qui la forme et s'il ne sait pas écrire, elle est reçue par le maire ou le commissaire de police, qui en donnera acte ;

2° Un certificat de médecin constatant l'opportunité du placement ; ce certificat ne peut être admis, s'il est signé d'un médecin attaché à l'établissement ou si ce médecin est parent ou allié au deuxième degré inclusivement des chefs ou propriétaires de l'établissement ou de la personne qui fait effectuer le

placement. Ce certificat, qui ne doit pas avoir plus de quinze jours de date peut être omis en cas d'urgence ;

3° Le passeport ou toute autre pièce propre à constater l'individualité de la personne à placer.

Il est fait mention de ces pièces dans un bulletin d'entrée qui doit être envoyé dans les vingt-quatre heures avec un certificat du médecin de l'établissement au préfet de Police à Paris, au préfet ou au sous-préfet dans les communes, chefs-lieux de département ou d'arrondissement et aux maires dans les autres communes pour être transmis immédiatement au préfet.

Si le placement est fait dans un établissement privé, le préfet doit, dans les trois jours de la réception du bulletin, charger un ou plusieurs hommes de l'art de visiter la personne désignée dans le bulletin et de constater son état mental.

Dans le même délai et sans distinguer si le placement est fait dans un établissement public ou privé, le préfet doit notifier les noms, profession et domicile, tant de la personne placée que de celle qui a fait le placement et les causes du placement :

1° Au procureur de la République de l'arrondissement de la personne placée ;

2° Au procureur de la République de l'arrondissement où se trouve l'établissement.

Quinze jours après le placement, il est adressé au préfet un nouveau certificat du médecin de l'établis-

sement à l'effet de confirmer ou de rectifier, s'il y a lieu, les observations contenues dans le premier certificat. Si ces constatations nouvelles ne sont pas de nature à motiver la sortie de la personne provisoirement retenue, le placement devient définitif.

Placements d'office. — A Paris, le préfet de Police et, dans les départements, les préfets, peuvent ordonner d'office le placement dans un établissement d'aliénés de toute personne dont l'état d'aliénation compromettrait l'ordre public ou la sûreté des personnes. En cas de danger imminent, attesté par le certificat d'un médecin ou par la notoriété publique, les maires peuvent ordonner, à l'égard des personnes atteintes d'aliénation mentale toutes les mesures provisoires nécessaires, à la charge d'en référer dans les vingt-quatre heures au préfet, qui statue sans délai.

§ 2. — SURVEILLANCE DES ALIÉNÉS

Contrôle de l'autorité sur les asiles. — Afin de prévenir ou de faire cesser les séquestrations arbitraires ou devenues inutiles, la loi organise un contrôle, en quelque sorte permanent, de l'autorité sur les asiles publics ou privés.

Le préfet et les personnes spécialement déléguées à cet effet par lui ou par le ministre de l'Intérieur, le

président du tribunal, le procureur de la République, le juge de paix, le maire de la commune, sont chargés de visiter les établissements publics ou privés consacrés aux aliénés. Ils reçoivent les réclamations des aliénés et prennent, à leur égard, tous renseignements propres à faire connaître leur position.

Ces visites sont prescrites plutôt comme un devoir moral que comme une obligation stricte et la loi s'en remet aux diverses autorités qui viennent d'être désignées pour l'accomplissement de cette fonction. Mais, à côté de ces visites facultatives, la loi en ordonne de strictement obligatoires. Les établissements privés sont visités à des jours indéterminés, au moins une fois chaque trimestre, par le procureur de la République de l'arrondissement. Les établissements publics le sont de la même manière, une fois au moins par semestre.

Pour rendre ces visites efficaces la loi prescrit la tenue, dans chaque établissement, d'un registre coté et paraphé par le maire, présentant tous les renseignements de nature à permettre d'apprécier la situation mentale de chaque personne placée et de connaître les mesures prises à son égard. Ce registre contient les noms, profession, âge et domicile des personnes placées, la mention du jugement d'interdiction, si elle a été prononcée et le nom du tuteur, la date du placement, l'indication de la personne qui l'a demandé, la transcription du certificat de médecin.

Le médecin est tenu d'y consigner, au moins tous les mois, les changements survenus dans l'état mental de chaque malade. Il y est également fait mention des sorties et des décès. Les personnes qui ont qualité pour visiter les asiles se font représenter ce registre et, lorsque la visite est terminée, elles doivent y inscrire leurs observations et y apposer leur signature.

§ 2. — SORTIE DES ALIÉNÉS

Sortie des asiles. — La sortie des asiles d'aliénés peut avoir lieu par la voie administrative ou par la voie judiciaire.

Sortie par la voie administrative. — Toute personne placée dans un asile d'aliénés doit, sauf opposition de la part du préfet, cesser d'y être retenue dès que les médecins de l'établissement ont déclaré sur le registre que la guérison est obtenue.

Avant même que les médecins aient fait cette déclaration, la sortie doit avoir lieu si elle est requise par le curateur, l'époux, les ascendants, les descendants, le conseil de famille, la personne qui a demandé le placement. Pour que cette dernière requière la sortie d'une façon efficace, il faut qu'aucun parent n'ait déclaré s'opposer à ce qu'elle use de cette faculté sans l'assentiment du conseil de famille.

Toutefois, si le médecin de l'établissement est d'avis que l'état mental du malade pourrait compromettre l'ordre public ou la sûreté des personnes, il doit être donné avis au maire qui peut ordonner un sursis provisoire sauf décision contraire du préfet. Ce sursis provisoire cessera de plein droit à l'expiration de la quinzaine, si le préfet n'a pas, dans ce délai, donné d'ordres contraires. L'ordre du maire sera transcrit sur le registre de l'établissement. En cas de minorité ou d'interdiction, le tuteur pourra seul requérir la sortie.

Dans les vingt-quatre heures de la sortie, les chefs préposés ou directeurs en donneront avis aux fonctionnaires précédemment désignés et leur feront connaître le nom et la résidence des personnes qui auront retiré le malade, son état mental au moment de sa sortie, et, autant que possible, l'indication du lieu où il aura été conduit.

Le préfet pourra toujours ordonner la sortie immédiate des personnes placées volontairement dans les établissements d'aliénés.

En aucun cas, l'interdit ne pourra être remis qu'à son tuteur et le mineur qu'à ceux sous l'autorité desquels il est placé par la loi.

Enfin, si le placement a eu lieu d'office, on pourra s'adresser au préfet qui, après examen de la demande ordonnera s'il y a lieu, la mise en liberté. Le préfet est d'ailleurs appelé à examiner périodiquement la

situation des personnes séquestrées, au moyen des rapports semestriels qui lui sont adressés par les directeurs d'asiles et il doit prononcer sur chacune individuellement en ordonnant sa sortie ou son maintien dans l'établissement.

Sortie par la voie judiciaire. — Toute personne placée ou retenue dans un asile d'aliénés, son tuteur, son curateur, son parent ou ami, la personne qui a demandé le placement et le procureur de la République peuvent, à quelque époque que ce soit, se pourvoir devant le tribunal du lieu de la situation de l'établissement qui, après les vérifications nécessaires, ordonnera, s'il y a lieu, la sortie immédiate. La décision est rendue sur simple requête en Chambre du conseil et sans délai ; elle n'est point motivée.

§ 4. — CAPACITÉ JURIDIQUE

Quelle est la capacité juridique de l'individu non interdit placé dans un asile d'aliénés, d'après la loi de 1838 ?

Le placement entraîne la suspension des droits civiques et l'incapacité de remplir les fonctions de tuteur et de membre d'un conseil de famille ; d'exercer sur la personne de sa femme ou de ses enfants les droits de puissance maritale ou paternelle et

d'ester en justice, soit comme demandeur, soit comme défendeur.

Quant à la valeur des actes passés par cet incapable, ils sont annulables.

CHAPITRE III

CRITIQUE DE LA LOI DE 1838

§ I. — GÉNÉRALITÉS

Il est bien certain que la loi de 1838 ne donne pas satisfaction aux règles générales du droit, puisque la liberté individuelle n'y a d'autre garantie, tout au moins pour l'internement, que des mesures administratives ; pour la sortie, au contraire, nous avons vu qu'elle pouvait être requise par voie judiciaire.

Il suffit d'ailleurs de se reporter à la presse de 1865 pour voir avec quelle exagération la critique de la loi, légitime au fond, a été faite et avec une préoccupation politique évidente.

Les lettres de cachet étaient rétablies par ce régime : Bicêtre et la Salpêtrière remplaçaient la Bastille. Chaque année, on tuait aussi 3.000 infortunés, réalisant le souhait féroce d'Othello. « Je voudrais le tenir mourant sous ma main pendant neuf ans entiers. »

« Les asiles sont des enfers à la porte desquels il

faut laisser toute espérance ; ce sont des fabrications d'aliénations chroniques » (*Opinion nationale*).

« Les asiles sont des oubliettes... Sombre et despotique, le pouvoir médical y règne sans contrôle » (*La Presse*, 1865).

Ces attaques passionnées ne doivent pas être prises à la lettre (1) ; elles n'en montrent pas moins à quel point l'esprit français a trouvé choquante l'insuffisance de la garantie accordée par la loi de 1838.

La liberté individuelle n'est protégée, en effet, ni contre une erreur de diagnostic, ni contre un abus de pouvoir, ni contre un dessein criminel : « Grâce à la complicité d'un médecin quelconque, n'importe qui pouvait faire enfermer dans un asile une personne gênante. »

Entrons maintenant dans le détail et examinons successivement les garanties entourant le placement, le séjour et la sortie des aliénés.

§ 2. — ADMISSION DES ALIÉNÉS

Placements. — La pièce essentielle produite à l'appui d'une demande d'internement est un certificat médical. « Innovation monstrueuse », dit

1. En fait, les abus étaient extrêmement rares. « Cette loi qui touche, dit M. Mettetal, à des questions si délicates et qui a porté sur 300.000 placements environ, n'a donné sujet à aucun abus juridiquement constaté ».

M. Garsonnet. « On peut l'appeler une révolution tout entière, en transférant de la magistrature à un pouvoir nouveau, le pouvoir médical, le droit de disposer de la liberté des citoyens. »

L'exagération de la critique est évidente. En réalité, le médecin fait œuvre d'expert. « C'est, dit fort justement le Dr Lucas (1), une haute expertise, la plus haute et la plus grave que la législation puisse confier à un expert ». Ajoutons : expertise indispensable pour la sauvegarde individuelle de chacun.

Toutefois, des précautions doivent être prises contre l'erreur et contre la fraude.

Le médecin doit indiquer « les particularités de la maladie » (art. 8-2°). Le préfet notifiera les causes du placement au procureur de la République (art. 10). Malheureusement, les prescriptions de la loi ne sont pas observées dans la pratique. Sur ce point, des précisions nouvelles sont nécessaires pour spécifier qu'il ne suffit pas d'indiquer d'une façon générale que la personne est atteinte de folie. Le certificat médical doit contenir des observations personnelles et détaillées, un véritable diagnostic. Il sera bon d'indiquer en outre qu'il doit émaner d'un docteur en médecine.

En cas de placement d'office, le médecin n'intervient qu'après l'internement. Toutefois, un certificat préalable doit être demandé par le commissaire de

1. Enquête administrative (1869).

police ou par le maire, quand il n'est pas de notoriété publique que le dément fait courir un danger imminent à la sécurité publique (art. 19) ; cette précaution semble un peu platonique, la notoriété publique pouvant facilement être alléguée.

Il serait préférable d'exiger dans tous les cas un certificat médical avant le placement. En fait (l'enquête administrative de 1869 l'a prouvé), les préfets abritent d'ordinaire leur responsabilité derrière un certificat médical ; le législateur devrait sanctionner cette pratique.

§ 3. — SURVEILLANCE DES ASILES

Pour sauvegarder la liberté individuelle *après le placement*, la loi de 1838 multiplie les précautions : rapport médical dans les vingt-quatre heures et dans la quinzaine, troisième rapport pour les établissements privés, notification aux parquets, visites prescrites à divers fonctionnaires, registre constatant l'amélioration ou l'aggravation de la maladie.

Ces précautions sont plus apparentes que réelles. Le certificat fourni dans les vingt-quatre heures ne contient que des renseignements insuffisants ; le temps a manqué à un examen sérieux. Le certificat de quinzaine au contraire peut-être utilement établi.

Quant au registre, il ne contient guère que la

mention « même état », insérée quasi-machinalement par le médecin.

Les fonctionnaires ou magistrats auxquels la loi confie la besogne supplémentaire des visites des établissements d'aliénés ne peuvent absolument pas s'acquitter de leur tâche. Ainsi, en 1871, le procureur de la République de la Seine avait à faire annuellement 52 visites à 3.000 aliénés ; le nombre est aujourd'hui sensiblement accru. Comment pourrait-on satisfaire à une telle obligation ?

L'enquête conduite en 1871 par la Commission de la société de législation comparée a montré également qu'il n'était pas pris note dans les parquets des notifications de placement.

D'autre part, la visite des malades enfermés dans un établissement privé, ordonnée par le préfet, constitue bien une garantie ; mais cette garantie ne paraît pas suffisante pour protéger les aliénés contre les collusions possibles, le directeur d'un asile privé pouvant avoir son intérêt en opposition avec sa conscience.

Nous reviendrons sur ce point en étudiant le projet de réforme.

Enfin, le délai d'un mois pour la production d'un certificat médical après placement d'office est beaucoup trop long.

L'institution des commissions de surveillance des asiles aurait pu constituer la meilleure garantie de

la liberté individuelle en même temps qu'un précieux instrument administratif. Malheureusement l'ordonnance de 1839 les a réduites à un rôle de surveillance administrative et financière ; leur nomination par les préfets leur enlève toute indépendance ; enfin, elles ne visent qu'à défendre l'intérêt départemental, les finances départementales, alors que leur mission eût pu être infiniment plus haute.

Nous verrons au titre suivant les transformations que les projets de réforme ultérieurs ont fait subir à cette institution.

Une autre faute du législateur de 1838 est de n'avoir pas organisé avec précision l'inspection générale du service des aliénés. C'était là encore une garantie possible — et des plus efficaces — contre l'arbitraire et l'illégalité.

Des réformes ont également été proposées dans ce sens.

§ 4. — SORTIE

Le préfet peut ordonner la sortie des aliénés ; son pouvoir est discrétionnaire et il pourrait l'exercer malgré l'opposition du médecin de la famille de l'aliéné. Au contraire, l'autorité judiciaire n'agit jamais que sur réquisition (réserve faite du droit accordé au procureur de la République de demander la sortie).

Des réformes peuvent être désirées légitimement

sur ce point. Le préfet, insuffisamment éclairé par les rapports et les registres tenus dans l'établissement n'a pas, dans la pratique, l'occasion de faire usage de ses pouvoirs (art. 20).

Quant à la sortie par voie judiciaire (art. 29), elle n'a pas trouvé d'adversaires ; elle est conforme aux principes du droit et tutélaire de la liberté individuelle. C'est même cette possibilité de sortie par réclamation judiciaire qui a fait tolérer jusqu'ici le pouvoir d'internement de l'administration ; il y a là une mesure qui vient contre-balancer heureusement, mais de façon encore insuffisante, les droits à peu près absolus de l'administration.

§ 5. — LACUNES DE LA LOI DE 1838.

Non seulement sur bien des points la loi de 1838 présente des garanties insuffisantes, mais plusieurs côtés intéressants de la question ont été complètement laissés de côté.

Citons tout d'abord l'absence de toute surveillance sur les aliénés traités à domicile. Et cependant « c'est dans les familles, bien plus que dans les asiles, dit fort justement le Dr Ch. Foville après Th. Roussel, que sont à craindre les séquestrations arbitraires, les négligences coupables, les sévices volontaires ou les simples maladroites résultant de l'ignorance et des préjugés ».

La question de l'internement des étrangers en France et des Français à l'étranger aurait dû également être envisagée, car il y a là un moyen facile de tourner les prescriptions de la loi.

D'autres hypothèses, comme le cas d'aliénés demandant spontanément leur internement ou au contraire opposant une résistance à ceux qui les conduisent dans les asiles, n'ont pas non plus été envisagées.

Quant à la surveillance des asiles, elle était très insuffisamment organisée ; des organismes nouveaux étaient à créer pour cet objet.

Malgré les services rendus à l'époque où elle a été promulguée, la loi de 1838 présentait donc trop d'imperfections pour ne pas donner prise à la critique la plus justifiée.

Nous allons voir maintenant comment, à la suite d'événements retentissants, et aussi dans une pensée d'opposition politique, au début, la loi de 1838 n'a pas tardé à être critiquée avec une vivacité inouïe (1).

Une série nombreuse d'améliorations a été, en effet, proposée dans la presse et au Parlement. Ce sont ces réformes que nous allons maintenant passer en revue avec quelque détail.

1. La violence et l'injustice même de ces critiques n'ont pas été inutiles, car il en est résulté tout un mouvement d'opinion éminemment favorable à la préparation de textes plus parfaits.

TITRE TROISIÈME

PROPOSITIONS DE RÉFORMES

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

« Inspirée par une haute pensée d'humanité, dit M. de Gasparin, ministre de l'Intérieur, la loi de 1838 a été accueillie avec une faveur marquée. »

« Pendant vingt ans, dit M. Proust, elle a été louée sans réserve et plusieurs puissances étrangères nous l'ont empruntée. »

MM. Gambetta et Magnin nous rappellent que « toutes les fois qu'il en était question, médecins, journalistes, jurisconsultes, économistes, statisticiens, se montaient de suite au ton du dithyrambe : c'était l'honneur du règne... »

Après 1860, un brusque revirement se produisit. Des faits regrettables, qui eurent un retentissement prodigieux, vinrent passionner encore l'opinion (affaires Sellière, Monasserio, Saudon).

De nombreuses pétitions furent présentées au Sénat et donnèrent lieu à la nomination d'une commission dont le rapporteur conclut plutôt à la stricte observation qu'à la revision de la loi.

En 1869, une commission parlementaire fut réunie ; la guerre interrompit ses travaux.

1. — PROPOSITION GAMBETTA-MAGNIN

Le 21 mars 1870, MM. Gambetta et Magnin, sans attendre les résultats des études de la commission officielle, présentaient une proposition de loi dont l'exposé des motifs rappelait la violence des récentes polémiques.

Méconnaissant l'esprit de la loi de 1838, les auteurs de la proposition affectaient d'y voir une arme de despotisme. « Si la folie n'est pas rigoureusement définie, les variétés de folie élastiquement interprétées équivaudraient à des catégories de suspects dans lesquelles personne ne sera sûr de ne pas se trouver compris. Permettez, par exemple, à l'école aliéniste d'élever à la hauteur d'un principe de jurisprudence cet aphorisme qui peut mener si loin : la folie n'est visible qu'à l'œil de l'homme de l'art, et voyez quel tyran ou quel suppôt de tyrannie peut recéler un médecin. Dites quel Français est sûr de ne pas aller coucher ce soir à Charenton ou à Bicêtre ! »

Les garanties inscrites à la loi de 1838 sont inopérantes parce qu'elles arrivent après l'internement. « Entre le moment de l'entrée et celui de la visite du délégué de l'autorité, il s'est écoulé vingt-quatre heures d'abord, puis trois jours, et il en faut mille fois

moins pour qu'il survienne une dislocation irrémédiable de la pauvre intelligence humaine. »

Quel remède était proposé? Poussant jusqu'à l'extrême le respect de la liberté individuelle, Gambetta instituait la garantie paraissant la plus complète dans un pays libre : le jury. Partant de cette idée simple, déjà admise en 1828 par Elias Regnault, qu'il suffit d'avoir du bon sens pour décider si un individu est aliéné, il confiait aux simples citoyens le soin de savoir si oui ou non une personne devait être internée, en s'appuyant sur l'avis du médecin dont le rôle était réduit à celui d'expert.

La solution, pour être originale, n'en était pas moins inapplicable. Les progrès de la science ont fait apparaître de plus en plus nettement les difficultés d'un diagnostic dans les maladies mentales et le bon sens est loin d'être un instrument suffisant. La charge de juré ne serait-elle pas d'ailleurs écrasante dans les grands centres ?

Mentionnons enfin que les auteurs de la proposition l'ont eux-mêmes abandonnée.

II. — PROPOSITION THÉOPHILE ROUSSEL, JOZON ET ALBERT DESJARDINS

Beaucoup plus mûrie était la proposition que MM. Th. Roussel, le célèbre philanthrope, Jozon et

Alb. Desjardins présentèrent à l'Assemblée Nationale le 25 juillet 1872.

Cette proposition était le résultat d'études entreprises par la Société de législation comparée en 1869 sous la direction de M. Ernest Bertrand, conseiller à la Cour de Paris ; ces études ne s'étaient pas bornées à la législation française et avaient porté sur les principales lois de l'étranger.

Le 21 mars 1873, l'Assemblée Nationale vota la prise en considération de la proposition Roussel ; une commission dont Th. Roussel était le rapporteur fonctionna du 23 juillet 1873 au 17 mars 1875.

La proposition Roussel modifie sur trois points essentiels la loi de 1838 :

1^o *Commission de surveillance.*— Une commission permanente de surveillance des aliénés était instituée.

Sans doute la loi de 1838 a prévu un certain nombre de visites obligatoires ou facultatives (préfet, ministre et leurs délégués, président du tribunal, procureur de la République, juge de paix, maire) ; mais pour ces personnes, fort occupées par ailleurs, la visite des asiles n'a qu'une importance accessoire.

Quant aux commissions de surveillance instituées par l'ordonnance du 19 décembre 1839, elles ont surtout une mission administrative et financière.

Th. Roussel proposait l'institution dans chaque

département d'une commission permanente composée de sept membres : un juge au tribunal civil, un membre de la commission départementale du conseil général, un membre du conseil de préfecture, un membre ou ancien membre du conseil de discipline des avocats, un avoué ou ancien avoué, un notaire ou ancien notaire, enfin un médecin secrétaire. C'est ce dernier membre de la commission, aliéniste de compétence éprouvée et fonctionnaire de l'État, qui était la vraie cheville ouvrière de la commission. Alors que les hommes de loi constituaient la majorité de la commission, avaient la surveillance des intérêts privés de l'aliéné, le médecin était chargé de constater son état mental et d'en suivre les modifications.

Cette commission présentait une réelle garantie pour les intérêts individuels des aliénés. D'autre part, la responsabilité était limitée aux sept membres permanents ainsi désignés, au lieu de se disperser entre les fonctionnaires chargés accessoirement de la surveillance par la loi de 1838.

Il y a donc dans cette mesure une excellente idée qui devra être réalisée.

2° *Contrôle du service.* — Ce contrôle, outre les visites prescrites par la loi de 1838, consistait essentiellement dans l'institution d'une inspection générale du service des aliénés et dans la création d'un con-

seil supérieur, siégeant auprès du ministre de l'Intérieur.

Diverses modalités ayant été proposées pour ces deux institutions, nous les examinerons ultérieurement, en rappelant seulement dès à présent qu'il s'agit là de mesures de garantie d'une efficacité certaine, destinées à assurer partout l'exacte observation des lois et des règlements tutélaires de la liberté individuelle.

3° *Création d'asiles spéciaux pour des aliénés dits criminels.* — Cette dernière partie est l'innovation la plus intéressante du rapport. Nous ne faisons que la mentionner ici, car elle sortirait du cadre de notre étude.

La commission de l'Assemblée Nationale ne put d'ailleurs terminer ses études : l'Assemblée elle-même se sépara avant d'avoir étudié la proposition Roussel.

III. — PROJET DE LOI PRÉSENTÉ AU SÉNAT PAR LE GOUVERNEMENT, LE 25 NOVEMBRE 1882

§ 1. — *Consécration des idées formulées par M. Théophile Roussel*

A la suite des travaux d'une grande commission extra-parlementaire instituée par décret du 10 mars

1881 et divisée en deux sous-commissions, M. Fallières, ministre de l'Intérieur, présenta au Sénat le 25 novembre 1882 un projet de loi revisant complètement la législation des aliénés.

Le projet faisait siennes les trois propositions de M. Th. Roussel qui viennent d'être exposées. Il en ajoutait une que l'éminent philanthrope avait présentée, sans l'avoir mentionnée dans sa proposition. Il s'agit de la *protection des aliénés à domicile*.

La loi de 1838 avait complètement négligé la surveillance des aliénés qui peuvent se trouver séquestrés dans leur propre foyer.

Très hardiment, Th. Roussel aurait accepté dans ce cas l'intervention des pouvoirs publics. Il avait prononcé à la commission de l'Assemblée Nationale les paroles suivantes :

« Il n'y a pas de milieu, dit M. Lacaze, entre ne rien faire et appliquer intégralement ce qu'il appelle mon système, c'est-à-dire l'intervention de la loi partout où il y a un aliéné séquestré, même dans son foyer domestique ! Assurément, si la majorité de la commission était bien résolue à établir un système de protection complète de l'aliéné sans se laisser arrêter par les considérations accessoires, il faudrait en venir là et il faudra tôt ou tard y venir. »

Les mesures proposées dans le projet de loi du gouvernement étaient les suivantes :

« Nul ne peut soigner un aliéné dans un domicile

privé, sans qu'il en ait fait la déclaration écrite, dans le délai d'un mois, à partir de la mise en traitement de la personne malade, au procureur de la République du domicile de cette personne et au procureur de la République du domicile où elle est soignée, » et sans fournir un rapport médical sur l'état du malade.

Toutefois, cette déclaration n'est pas exigée lorsque la personne qui préside aux soins donnés est le tuteur ou un proche parent (V. plus loin, proposition Dubief).

Le Sénat nomma une commission pour examiner ce projet. Après deux années d'études soutenues, le travail fut résumé dans un rapport de M. Th. Rousset que M. Planiol appela justement « une véritable encyclopédie de la matière ». Le rapport Rousset, composé de deux forts volumes fut déposé le 20 mai 1884 et le Sénat vota le projet, considérablement remanié par la commission le 14 décembre 1886 et le 11 mars 1887.

Les principales innovations votées par le Sénat étaient les suivantes :

On distingue désormais les établissements de traitement destinés aux aliénés curables et les établissement de refuges affectés aux incurables. D'autre part, on diminuait l'encombrement des asiles en décidant en principe le placement des épileptiques, idiots et crétins dans des établissements appropriés.

Enfin, les « quartiers d'hospice » sont assimilés aux asiles, innovation heureuse car, c'est surtout dans les hospices que des abus ont été signalés.

Voici maintenant ce que devenaient les trois innovations de la proposition Th. Roussel :

1° Le Sénat supprima les commissions permanentes départementales, par crainte d'un conflit possible entre le docteur en médecine nommé par l'administration et les éléments indépendants de la commission. Il craignait aussi de diminuer la responsabilité du préfet et du ministre. Cette suppression était regrettable car elle faisait perdre de précieuses garanties aux aliénés sans augmenter sensiblement la responsabilité du préfet, qui est toujours garanti par des rapports de police et des certificats médicaux.

Les dispositions ci-après furent adoptées : dans chaque département un ou plusieurs docteurs en médecine nommés par le ministre de l'Intérieur sur une liste de présentation dressée par le Conseil supérieur des aliénés sont chargés, chacun dans sa circonscription, de surveiller, sous l'autorité du préfet, l'exécution de la loi et des règlements relatifs aux aliénés ; de contrôler leur placement et leur maintien dans les établissements publics et privés, de veiller à leur sortie et à la protection de leur personne.

D'autre part, le ministère de l'Intérieur nomme

dans chaque département sur une liste dressée par le tribunal civil du chef-lieu, des curateurs chargés, chacun dans sa circonscription, de veiller sur les aliénés placés dans les asiles.

Enfin, les obligations des divers fonctionnaires sont exposées avec plus de précision que dans la loi de 1838.

2° Des inspecteurs généraux du service des aliénés devaient être nommés à la suite d'un concours sur titres, en nombre suffisant pour permettre de visiter au moins une fois par an chaque établissement recevant des aliénés. L'inspection générale, fortement constituée, est sans aucun doute, la plus sérieuse sauvegarde pour la liberté individuelle : la moralité, la science et la responsabilité du personnel de l'inspection seront la meilleure garantie pour l'exacte application de la loi.

Un Comité supérieur des aliénés fonctionnerait au ministère de l'Intérieur. Sa composition devait être la suivante : des membres du Conseil d'État, de la Cour de Cassation et de l'Académie de Médecine désignés par ces corps, le procureur général près la Cour d'appel de Paris, le professeur de médecine mentale à la Faculté de Paris, un directeur au ministère de l'Intérieur, des inspecteurs généraux du service des aliénés.

Le Comité supérieur devait présenter chaque année un rapport général sur le service des aliénés. On

rassurerait ainsi l'opinion publique, toujours prompte à s'alarmer quand il est question d'internements arbitraires ou d'abus quelconques.

La création de ce Comité supérieur était d'ailleurs demandée fort généralement. M. de Crisenoy regardait ce Conseil comme « la base et la sauvegarde du nouvel ordre de choses ; il contient le germe de toutes les améliorations, de tous les progrès. » La société de législation comparée, les médecins des asiles, l'Académie de médecine le réclamaient. « Nous voudrions que toutes les affaires concernant les aliénés vinssent aboutir au ministère de l'Intérieur et qu'en tête du service fût placé un Conseil supérieur ». (Dr Bianche, rapport adopté le 22 janvier 1884 par l'Académie de médecine).

3^e La dernière innovation de la proposition Rousset (création d'asiles spéciaux pour aliénés criminels) était également maintenue.

§ 2. — *Dispositions nouvelles*

La réforme la plus importante que consacre le projet voté par le Sénat consiste dans l'intervention du pouvoir judiciaire, dans la procédure des placements.

A. — *Placements volontaires*. — Les demandes de placements, visées par le juge de paix, le commis-

saire de police ou le maire, doivent être accompagnées d'un rapport médical, adressé au procureur de la République et signé d'un docteur en médecine (voir pour les détails, *infra*, proposition Dubief).

En cas de résistance du malade, le maire ou le commissaire de police interviendra et rédigera un procès-verbal relatant les faits. Si un aliéné demande spontanément son internement, il sera fait droit à sa demande. Ces deux cas particuliers n'avaient pas été prévus en 1838.

Le directeur de l'asile rédige un bulletin d'entrée et le médecin de l'établissement établit dans les vingt-quatre heures un certificat médical. Ces pièces jointes à la demande et au rapport médical d'entrée sont adressées dans les vingt-quatre heures au préfet du département où l'établissement est situé (le préfet transmet immédiatement au médecin inspecteur des aliénés) et aux procureurs de la République des arrondissements de l'établissement et du domicile de l'aliéné.

Dans les cinq jours, le médecin inspecteur et le curateur visitent l'aliéné; le médecin inspecteur adresse sans délai son avis motivé au préfet et au procureur de la République. Enfin, quinze jours après le placement, le médecin de l'établissement rédige un nouveau certificat circonstancié et l'envoie également au préfet et au procureur de la République.

Jusqu'ici le placement obtenu par mesure adminis-

trative est provisoire. L'autorité judiciaire va être maintenant saisie de l'affaire et décidera seule des mesures définitives à adopter.

Le dossier est adressé par le procureur de la République, avec ses conclusions, au président du tribunal de l'arrondissement où l'asile est situé.

La période d'instruction terminée, le tribunal dispose de tous les éléments d'information et peut prendre l'un des partis suivants :

Maintenir la personne placée ;

Prononcer l'élargissement ;

Ordonner sous la réserve de tous autres moyens d'information, une expertise médicale.

Cette procédure constitue une solution élégante du problème capital de la législation des aliénés : sauvegarder la liberté individuelle ; opérer rapidement et avec discrétion.

B. — *Placements d'office.* — La production d'un certificat médical est désormais indispensable dans tous les cas ; d'autre part, l'intérêt de la décence publique et de la propre sûreté de l'aliéné est considéré comme cause suffisante du placement d'office.

Les directeurs d'asiles sont autorisés à recevoir d'office les aliénés sur réquisition des autorités locales (commissaire de police ou maire), à charge

par ceux-ci d'en référer dans les vingt-quatre heures au préfet qui statuera sans délai.

Ces placements ont un caractère provisoire jusqu'à ce qu'une décision judiciaire soit intervenue, dans les mêmes formes qu'en cas de placement volontaire.

C. — *Dispositions diverses relatives au placement des aliénés.* — Le projet donne les règles à suivre pour transférer un aliéné d'un asile dans un autre. Nous ne mentionnerons pas les détails.

Il comble une autre lacune de la loi de 1838 en réglementant le placement des Français à l'étranger et des étrangers en France. Ce point présente un singulier intérêt au point de vue de la garantie de la liberté individuelle.

On aura beau multiplier en effet les garanties en France, il sera bien facile à notre époque de tourner la loi en faisant enfermer la personne qu'on veut séquestrer dans un pays où les conditions de placement sont moins rigoureuses.

Ces internements ont d'ailleurs été réellement pratiqués et on a pu constater, soit à Broadmoor, parmi les aliénés criminels, soit à Gheel, soit dans d'autres asiles étrangers, que les placements étaient également ignorés des autorités locales et du pays d'origine des malades.

Aussi le projet nouveau prévoit-il la déclaration

au procureur de la République du domicile du malade, dans le délai d'un mois, par la personne qui a provoqué l'internement d'un aliéné à l'étranger.

Les étrangers internés en France sont également protégés. Dans une circonstance assez humiliante pour nous, deux jurisconsultes anglais, à la suite de l'internement irrégulier d'une dame anglaise, avaient déclaré que « la séquestration d'un sujet anglais en France n'était pas entourée d'une protection suffisante. »

L'affaire fut portée devant une commission du Parlement et M. Th. Roussel en fit état.

Désormais, nul étranger ne pourrait être interné en France sans une demande et sans un certificat médical, légalisés dans son pays d'origine ou par un représentant diplomatique de ce pays, en France ; une traduction française certifiée conforme doit être jointe à la demande ; dans les trois jours, le préfet en avise le gouvernement qui prévient le représentant diplomatique de l'intéressé (1).

D. — *Séjour des aliénés.* — Les changements

1. Notons qu'en l'état actuel de la législation les autorités françaises ont le droit de faire interner par mesure de police et conformément à l'article 18 de la loi du 30 juin 1838, les aliénés de nationalité étrangère. Cela résulte de l'article 3, § 1 du Code civil aux termes duquel les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire (Trib. civil, Seine, 10 mai 1876 ; 20 juillet 1887). V. Laurent, *Dr. civil international*, t. VI, n° 197. — Weiss, *Dr. international privé*, t. III, p. 366.

survenus dans l'état du malade doivent être consignés sur le registre d'examen des pensionnaires, au moins une fois chaque semaine pendant le premier mois, chaque mois pendant le reste de la première année et chaque trimestre ensuite. On y relate la décision prise par la Chambre du Conseil.

L'aliéné est un peu moins limité dans sa correspondance ; il peut désormais écrire au médecin-inspecteur, et à l'administrateur provisoire.

Les curateurs veillent sur les biens des aliénés en même temps que sur leur personne ; leurs pouvoirs sont étendus. Les malades traités dans un établissement privé sont ainsi pourvus d'un administrateur alors que la loi de 1838 ne leur en donnait pas.

Le projet prévoit également le cas d'administrateurs judiciaires et datifs, le cas de l'aliéné commerçant ou membre d'une société. Nous ne faisons que mentionner ces points qui sortent du cadre de notre sujet.

Quant aux actes faits pendant l'internement, ils sont désormais assimilés à ceux de l'interdit, c'est-à-dire qu'ils ne sont plus seulement annulables mais « nuls de droit ». Ce n'est pas la nullité absolue, mais la nullité sera de droit quand elle sera demandée et elle devra être prononcée sur le vu d'une pièce prouvant que le signataire de l'acte était interné au

moment où il l'a écrit (Cf. loi de 1838 ; *supra*, titre II, ch. II, § 4).

E. — *Sortie.* — Il n'existe aucun changement à ce point de vue pour les aliénés placés d'office.

En cas de placement volontaire, toute personne cesse d'être retenue aussitôt que le médecin de l'établissement a déclaré sur le registre que la guérison est obtenue.

La liste des personnes pouvant demander la sortie comprend désormais toute personne agréée par le tribunal. Le préfet peut ordonner la sortie, après avis du médecin traitant et du médecin inspecteur. L'ordre ainsi donné est notifié à la personne qui a demandé le placement ; cette personne peut faire opposition devant le tribunal réuni en Chambre du Conseil (ce n'est donc plus le préfet qui statue sur l'opposition).

Le médecin traitant, le médecin inspecteur et l'administrateur provisoire peuvent également faire opposition à la sortie d'un malade. Cette opposition entraîne un sursis provisoire qui cesse de plein droit à l'expiration de la quinzaine, si le préfet ne donne pas d'ordre contraire.

Enfin le nouveau projet abolit les dispositions de la loi de 1838 portant qu'en cas de minorité ou d'interdiction le tuteur seul peut requérir la sortie.

Cet article privait injustement, en effet, le mineur d'une garantie accordée aux autres aliénés.

La sortie peut être aussi demandée par voie judiciaire (demande adressée sur papier non timbré au procureur de la République, qui doit en saisir sans retard la Chambre du Conseil).

Si l'interné est interdit, la demande pourra être faite par l'interdit lui-même, son curateur et le procureur de la République alors que sous le régime de la loi de 1838, le tuteur seul avait ce droit.

Enfin, une innovation du projet voté par le Sénat consiste dans les sorties d'essai. M. le Dr Legrand du Saule ayant montré les dangers de ces sorties (1), des précautions ont été prises. Il faut une autorisation préfectorale, après avis du médecin inspecteur, pour les sorties de plus d'un mois ; mention doit être faite au registre ; une notification au préfet, au procureur de la République et au maire est indispensable.

En cas d'évasion, toute la procédure du placement doit être reprise si l'absence a duré plus de quinze jours.

I. — *Pénalités.* — Le projet reproduit les pénalités édictées par le législateur de 1838.

Il est fort intéressant de mentionner les dispositions nouvelles qui témoignent d'un respect profond de la

1. Déposition du 29 novembre 1883.

personne des aliénés. Les sévices ou voies de fait et les attentats à la pudeur sur la personne des malades sont punis, soit d'un emprisonnement de cinq jours à trois mois et d'une amende de 16 à 200 francs (1^{er} cas) soit de la réclusion (second cas, attentat à la pudeur). On a voulu réprimer ainsi les violences commises par les agents subalternes des asiles publics et privés.

§ 3. — *Sort du projet de 1882*

Adopté par le Sénat après une longue discussion (première lecture, séances des 25, 27 et 30 novembre, 2, 4, 6, 9, 11 et 14 décembre 1886 ; seconde lecture, séances des 11, 14, 15, 17 et 26 février, 7 et 11 mars 1887), il fut transmis à la Chambre le 24 juin suivant.

L'importance des études préparatoires et de la discussion, la compétence du rapporteur M. Th. Roussel, devaient amener forcément tous les projets postérieurs à s'inspirer des dispositions contenues dans le texte du Sénat.

Nous verrons en effet que les propositions plus récentes ne constituent au fond que des variantes d'un travail législatif admirablement mis au point.

La Chambre des députés ne nomma sa commission d'études que le 5 juin 1888, de sorte qu'il fut impossible d'espérer voir aboutir le projet dans la législature.

M. le Dr Bourneville, rapporteur, dut se contenter d'un rapport sommaire, d'ailleurs remarquable, qui fut déposé sur le bureau de la Chambre, le 12 juillet 1889 ; le projet ne put être examiné par la Chambre et devint caduc.

IV. — PROPOSITION JOSEPH REINACH

M. Joseph Reinach reprit les principales idées du projet précédent et en fit l'objet d'une proposition de loi qu'il déposa le 3 décembre 1890.

Cette proposition comportait deux innovations importantes :

En premier lieu, les établissements publics devaient comprendre un quartier spécial d'épileptiques et un quartier pour les idiots et les crétins, la promiscuité de ces divers malades ne pouvant qu'être préjudiciable au traitement scientifique des uns et des autres. D'autre part, le maintien des idiots en liberté présente de multiples dangers, en particulier, au point de vue de la moralité générale ;

En second lieu (et cette disposition rentre plus naturellement dans le cadre de notre étude), chaque département sera tenu d'avoir, dans un délai de dix ans un établissement public d'aliénés ou de traiter, à cet effet, avec un établissement public d'un autre département.

C'est la suppression pure et simple des établissements faisant fonctions d'établissements publics privés. Or, c'est surtout dans ces asiles que se perpétuent les abus ; les directeurs y ont toujours une arrière-pensée de spéculation ; les garanties de capacité n'y sont pas aussi grandes.

Il n'y aurait plus désormais que deux sortes d'établissements : les asiles publics recevant la clientèle pauvre ou peu fortunée et les asiles privés pour la clientèle riche.

Cette innovation déjà demandée d'ailleurs par le gouvernement en 1882, avait été refusée par le Sénat en raison de la dépense qu'elle imposait aux départements dépourvus d'asiles publics qui auraient la lourde charge d'en édifier.

Enfin la proposition Reinach complète les dispositions pénales édictées par le projet précédent, en assimilant notamment le directeur de l'établissement aux gardiens et aux infirmiers.

Il revient aussi sur une disposition adoptée par la commission et repoussée par le Sénat tendant à placer les malades en observation tant que le tribunal n'a pas statué.

Le rapport de la Commission chargée d'étudier la proposition fut déposé par M. Lafont le 21 décembre 1891, mais la Chambre ne put l'examiner pendant cette législature.

V. — PROPOSITION J. REINACH ET LAFONT

M. Reinach reprit sa proposition avec le concours de M. Ernest Lafont le 21 novembre 1893.

Pour les placements volontaires, le préfet ne serait plus obligé de faire visiter la personne placée dans un asile. En cas de placement d'office, les arrêtés préfectoraux non exécutés dans les quinze jours ne pourront plus l'être : « Il ne faudrait pas que le placement put traîner en longueur et que cet ordre du préfet fût une sorte de blanc-seing dont on pourrait user à quelque moment que ce soit. »

Une autre simplification beaucoup plus considérable, consiste dans le droit donné au président du tribunal de statuer par simple ordonnance sur le maintien ou la sortie d'une personne placée provisoirement dans un asile. Ce n'est qu'en cas de doute sur l'état d'esprit de l'individu à interner ou en cas d'opposition à l'internement émanant d'un membre de la famille ou d'un ami que le tribunal serait appelé à statuer (V. art. 17 et 18 de la proposition).

Les commissions de surveillance des asiles, au lieu d'être nommées par le préfet, comprendraient deux conseillers généraux élus par l'assemblée départementale, deux membres choisis par le préfet, un juge titulaire ou suppléant désigné par le tribunal

du lieu de la situation de l'établissement. Le Sénat leur avait adjoint un curateur aux biens des aliénés et un médecin inspecteur. La nouvelle proposition supprimait ce médecin qui ne pourrait avoir l'autorité nécessaire et dont l'intervention ne créerait que des difficultés. Il n'y aurait qu'une commission par département.

Enfin, le séjour provisoire des aliénés dans les hospices est abrégé et réduit à quarante-huit heures au maximum. Il arrive en effet que des aliénés doivent, en cours de route, s'arrêter ; la loi de 1838 dispose qu'ils ne peuvent être déposés dans une prison.

Mais le Dr Bourneville nous apprend que le séjour à l'hôpital, où rien n'est aménagé pour le traitement des aliénés est aussi triste pour eux que la prison (1).

La procédure de sortie est également améliorée par la proposition Reinach. Les demandes de sortie ne sont pas toujours faites, en effet, dans l'intérêt du malade, mais peuvent être motivées par des calculs égoïstes (capter la confiance pour obtenir un testament favorable, régulariser une situation fausse, etc.).

En cas de dissentiment entre les ascendants et les descendants de l'aliéné, le conseil de famille sera appelé à décider. Sur le désir d'un parent, l'avis du conseil de famille devra être donné lorsque la per-

1. Documents parlementaires. Chambre. Séance du 12 juillet 1889.

sonne qui a signé la demande d'admission réclamera la sortie. Si le médecin traitant s'oppose à la sortie et que, d'autre part, le curateur estime que la personne réclamant la sortie n'est pas en mesure de donner à l'aliéné les soins suffisants, le chef de l'établissement préviendra le préfet, en lui signalant les raisons qui s'opposent à la sortie. Comme il s'agit d'une mesure d'ordre et de sûreté publique, l'intervention de l'autorité administrative se justifie.

Le sursis est de droit, mais n'a qu'un caractère provisoire. Dans un délai de quinzaine, le préfet doit statuer sur l'opposition à la sortie ; passé ce délai, cette sortie ne pourra encore être retardée.

Le texte de cette proposition, présenté par la commission le 19 février 1894, eut le même sort que les précédents et ne put être discuté.

VI. — PREMIÈRE PROPOSITION DUBIEF

Le 23 décembre 1898, M. le Dr Dubief présenta à la Chambre une nouvelle proposition de loi.

D'une façon générale, cette proposition renouvelle les prescriptions antérieurement édictées. Retenons la latitude laissée aux départements de créer, suivant les besoins, des colonies familiales pour les aliénés, qui y seront envoyés après un séjour d'observation dans les asiles ou même d'organiser l'assistance à domicile des aliénés.

Pour les aliénés soignés à domicile, le délai de déclaration est réduit à quinze jours.

Le mode de surveillance des aliénés est établi d'une façon nouvelle. Il n'y a plus de médecin inspecteur départemental. M. Dubief estime que ce médecin avait sa place marquée dans la commission permanente départementale, mais que si l'on supprimait cette commission, il n'avait plus de raison d'être ; il est impossible pratiquement de « soumettre à l'inspection d'un médecin départemental quelconque les médecins directeurs, les médecins traitants de nos asiles ; en même temps que les administrateurs des asiles privés et les médecins chargés des aliénés dans les familles. »

Le conseil supérieur des aliénés est également supprimé comme faisant à peu près double emploi avec le Conseil Supérieur de l'Assistance Publique.

C'est le comité des inspecteurs généraux qui sera le « cerveau puissant chargé de donner l'impulsion et la direction à cet organisme si compliqué, si délicat et si considérable qu'est et que va devenir plus encore chez nous l'assistance des aliénés. »

Une innovation très intéressante consiste dans la prescription suivante : Quand le tribunal jugera bon d'ordonner une expertise elle « sera faite contradictoirement par deux médecins dont l'un sera désigné par l'aliéné ou son représentant ».

Le certificat médical produit a été demandé, en effet,

par la personne qui désire l'internement ; il est juste d'en faire contrôler la déclaration, en cas de doute, par un autre médecin.

Le délai du séjour provisoire à l'hôpital est réduit non plus à quarante-huit heures mais au temps nécessaire pour pourvoir au transfèrement dans l'asile.

Pour les sorties enfin, le médecin de l'établissement doit déclarer que la guérison est obtenue ou que la sortie peut être ordonnée. Dans bien des cas, les malades peuvent être remis en liberté, sans être complètement guéris. Il est bien inutile d'obliger le médecin à consigner une déclaration inexacte sur le registre.

VII. — DEUXIÈME PROPOSITION DUBIEF

La précédente proposition n'ayant pas plus que les précédentes été discutée, M. Dubief la reprit le 2 juillet 1902 (1).

Cette dernière proposition fut rapportée le 1^{er} avril 1903 (2).

1. *Journ. officiel*, documents parlementaires, annexe n° 51, p. 512.

2. *Journ. officiel*, documents parlementaires 1903, annexe n° 871, p. 422.

VIII. — TROISIÈME PROPOSITION DUBIEF

Reprise une troisième fois par son auteur, la proposition Dubief a été discutée et adoptée par la Chambre dans ses séances des 14, 17, 21 et 22 janvier 1907 et transmise au Sénat le 29 du même mois.

Les principales dispositions du projet adopté par la Chambre peuvent être classées sous les rubriques suivantes :

1° Déclaration du caractère obligatoire de l'assistance aux aliénés ;

2° Obligation pour les départements d'avoir un asile public et de ne plus placer les aliénés dans les établissements privés ;

3° Direction des asiles publics confiée à un médecin ;

4° Création de quartiers spéciaux pour certaines catégories d'aliénés et pour les aliénés criminels ;

5° Intervention obligatoire de l'autorité judiciaire dans le placement des aliénés ;

6° Organisation plus sérieuse de l'inspection du service des aliénés ;

7° Extension de la surveillance à l'aliéné soigné à domicile ;

8° Mesures destinées à assurer la bonne gestion du patrimoine des aliénés.

Cette proposition de loi est à l'heure actuelle le document le plus complet que nous ayons sur la matière. Nous allons en donner ci-après une analyse aussi complète que possible.

*Proposition Dubief adoptée par la Chambre des
Députés le 22 janvier 1907.*

L'assistance et les soins nécessaires aux aliénés sont obligatoires.

Les asiles publics doivent comprendre, à défaut et dans l'attente d'asiles spéciaux, des quartiers annexes ou des divisions pour les épileptiques, les alcooliques, les idiots et les crétins.

Dans un délai de 10 ans, les départements devront ouvrir des établissements spéciaux ou des sections spéciales destinés au traitement et à l'éducation des enfants idiots, imbeciles, arriérés, crétins ou épileptiques et au traitement des buveurs. Plusieurs départements pourront se réunir pour créer ces établissements.

Les départements sont autorisés à créer, suivant les besoins, des colonies familiales pour les aliénés qui y seront envoyés après un séjour d'observation dans les asiles.

Ils pourront organiser l'assistance à domicile des aliénés sous les conditions de placement prévus.

Chaque département est tenu d'avoir, dans un délai de dix ans, un établissement public destiné à recevoir les aliénés ou de traiter à cet effet avec un établissement d'un autre département.

Nul ne peut retenir une personne atteinte de maladie mentale dans un domicile privé sans en avoir fait la déclaration écrite, dans les quinze jours, au procureur de la République du domicile de la personne gardée ; un rapport médical est joint à la déclaration. Toutefois, cette déclaration n'est pas requise quand le tuteur, autorisé par le conseil de famille, le conjoint, l'un des ascendants ou des descendants, le frère ou la sœur, l'oncle ou la tante du malade réside au domicile (1) et préside personnellement aux soins. Au bout de trois mois, la déclaration doit être produite, même dans ce dernier cas. S'il est reconnu que l'aliéné ne reçoit pas des soins suffisants, le tribunal, à la demande du procureur de la République ou d'un délégué spécial nommé par le conseil de famille peut ordonner en Chambre du Conseil qu'il sera confié à un autre parent ou même placé dans un asile.

La décision est prise en présence du tuteur ou parent qui retient le malade ou après qu'il aura été

1. L'utilité de cette obligation a été discutée. Il semble cependant que l'exception ne puisse se justifier que si le malade est effectivement assisté à son domicile par un proche parent.

mis en demeure d'intervenir. On pourra relever appel.

Formalités d'admission

a) *Placements sur la demande des particuliers.* — Les pièces ci-après sont exigées à l'appui de toute demande d'admission (laquelle doit être visée par le juge de paix, le maire ou le commissaire de police) :

1° Un rapport au procureur de la République sur l'état mental de la personne à placer, signé d'un docteur en médecine et dûment légalisé (1). Ce rapport

1. On a longuement discuté la question du certificat double ou certificat unique.

Après mûr examen, beaucoup de personnes compétentes se sont accordées à reconnaître qu'il ne faut pas trop se fier aux apparentes garanties du double certificat et qu'il valait mieux améliorer le système du certificat unique.

« Deux incapacités ne font pas la monnaie d'un homme compétent, » dit le professeur Ball.

L'exigence du diplôme de docteur en médecine, la formalité de la légalisation du rapport médical, la production d'un rapport très circonstancié mentionnant les faits dont le médecin a été témoin semblent présenter des garanties parfaitement suffisantes.

Enfin, dans tous les cas, même d'extrême urgence, un rapport médical sommaire est exigé, à charge de fournir dans les deux jours le rapport circonstancié réglementaire. La loi de 1838 autorisait au contraire dans les cas d'urgence l'internement sans aucun certificat médical.

Notons toutefois que la Société d'études législatives a conclu à la production de deux certificats (mémoire Larnauze), deux responsabilités valant mieux qu'une, le cas d'urgence étant naturellement excepté. En Angleterre d'ailleurs le double certificat est exigé

doit être circonstancié et indiquer notamment la date de la dernière visite faite au malade par le signataire et qui aura été notifiée au juge de paix et au maire, sans que cette date puisse remonter à plus de huit jours ; les symptômes et les faits observés journellement par le signataire et constituant la preuve de la folie, ainsi que les motifs d'où résulte la nécessité de l'internement.

Ce rapport ne peut être admis s'il a été établi plus de huit jours avant la remise au chef responsable de l'établissement, s'il est l'œuvre d'un médecin attaché à l'établissement ou si l'auteur est parent ou allié au second degré inclusivement, du chef responsable ou du propriétaire de l'établissement ou des médecins qui y sont attachés ou de la personne qui fait effectuer le placement ou de la personne à placer.

En cas d'urgence, l'administration peut avoir lieu sur la présentation d'un rapport médical sommaire ; mais le médecin certificateur doit, dans un délai de deux jours, produire un rapport détaillé.

2° On doit produire, en outre l'acte de naissance ou de mariage de la personne à placer, ou toute autre pièce propre à établir l'identité de cette personne.

La sécurité de la liberté individuelle mérite sans doute bien qu'on lui sacrifie quelques heures, car après l'internement, la cause de la liberté est déjà compromise.

M. Dubief s'est rallié à cette thèse dans son étude de 1909 sur le régime des aliénés (p. 178).

L'internement n'est d'abord que provisoire. Les malades sont placés dans un quartier d'observation spécial ou, à défaut, à l'infirmerie de l'asile et inscrits sur un registre spécial.

La proposition Dubief fait également siennes les plus récentes propositions qui précèdent sur l'intervention du maire ou du commissaire de police en cas de résistance de l'aliéné, sur la demande de placement faite par l'aliéné majeur et sur le cas d'aliénés étrangers placés en France et d'aliénés français placés à l'étranger.

Mêmes formalités également pour l'instruction judiciaire de l'affaire : certificat dans les vingt-quatre heures et de quinzaine ; visite par un médecin commis par le préfet en cas de placement dans un établissement privé. Le président du tribunal ou le tribunal en Chambre du conseil statuent sur la maintenue ou la sortie du malade. Appel peut être relevé de la décision.

Mêmes indications prescrites sur le registre de l'établissement.

Mêmes formalités pour la sortie des aliénés. Le préfet peut toujours, après avoir pris l'avis du médecin traitant, ordonner la sortie des personnes placées. Cet ordre est notifié à la personne qui a signé la demande d'admission, laquelle peut former opposition dans les vingt-quatre heures de la notification.

L'opposition est jugée par le tribunal civil en Chambre du conseil, l'opposant entendu, s'il y a lieu.

En aucun cas, l'interdit ne peut être remis qu'à son tuteur ou à la personne désignée par le conseil de famille et le mineur qu'à ceux sous l'autorité desquels il est placé par la loi.

b) *Placements d'office.* — A Paris, le Préfet de police et dans les départements les préfets ordonnent d'office, après enquête, le placement dans un établissement d'aliénés de toute personne, interdite ou non interdite, dont l'état d'aliénation, dûment constaté par un certificat médical et, si possible, par un rapport détaillé d'un docteur en médecine, compromettrait la sécurité, la décence ou la tranquillité publique, ou sa propre sûreté.

Les ordres des préfets sont motivés et doivent énoncer les circonstances qui les ont rendus nécessaires. Ils sont inscrits sur le registre tenu à l'établissement.

Les arrêtés des préfets qui n'ont pas reçu leur exécution dans un délai de quinze jours cessent d'être exécutoires.

En cas de danger imminent, attesté par le certificat d'un médecin ou par la notoriété publique, les commissaires de police à Paris et les maires dans les autres communes, ordonnent à l'égard des personnes atteintes d'aliénation mentale toutes les

mesures provisoires nécessaires, à la condition d'en référer dans les vingt-quatre heures au préfet qui statue sans délai.

Ces personnes doivent être envoyées directement dans l'asile qui reçoit les aliénés du département, toutes les fois que le transport peut s'effectuer dans la même journée.

Lorsque, pendant le voyage de transport, un arrêt est indispensable, le malade est déposé dans un hospice ou hôpital civil ou, à défaut, dans un local loué à cet effet. Les aliénés ne doivent être retenus en observation dans les hôpitaux et hospices civils ordinaires que le temps nécessaire pour pourvoir à leur transfèrement dans l'asile.

Les chefs responsables des établissements sont tenus d'adresser aux préfets, dans les premiers mois de chaque semestre, un rapport rédigé par le médecin de l'établissement sur l'état de chaque personne qui y est retenue, sur l'état de sa maladie et sur les résultats du traitement.

Le préfet prononce sur chacune individuellement, ordonne sa maintenue ou sa sortie.

A l'égard des personnes dont le placement a été effectué volontairement ou sur la demande des particuliers et dans le cas où leur état mental pourrait compromettre la sécurité, la décence ou la tranquillité publique, leur propre sûreté ou leur guérison, le préfet, sur l'avis du médecin de l'établissement,

peut décerner un ordre spécial à l'effet d'empêcher qu'elles ne sortent de l'établissement, sans son autorisation, si ce n'est pour être placées dans un autre établissement.

Ces ordres sont notifiés administrativement dans les trois jours, au maire du domicile des personnes placées, qui en donne immédiatement avis aux familles.

Aussitôt que le médecin a déclaré sur le registre de l'établissement que la sortie peut être effectuée, les chefs responsables sont tenus d'en donner avis au préfet qui statue dans les cinq jours, après avis du curateur à la personne.

Si dans ce délai, le préfet n'a pas ordonné la sortie, le chef d'établissement est tenu d'envoyer copie de la déclaration du médecin au procureur de la République qui adresse ses réquisitions écrites au président du tribunal, lequel statue.

Sortie. — Toute personne retenue dans un asile peut à toute époque se pourvoir devant le tribunal du lieu de l'établissement qui, après les vérifications nécessaires, ordonne, s'il y a lieu, la sortie immédiate.

Il suffit d'adresser une demande non timbrée au procureur de la République qui doit sans retard en saisir la Chambre du Conseil.

Les personnes qui ont demandé le placement, le

tuteur, le curateur, l'administrateur judiciaire ou datif et le procureur de la République, d'office, ou toute autre personne, peuvent se pourvoir aux mêmes fins.

Dans tous les cas, communication de la demande est faite par le procureur de la République à la personne qui a fait le placement, au curateur, à l'administrateur judiciaire ou datif et au tuteur, s'il s'agit d'un interdit.

La décision est rendue sans délai en Chambre du Conseil (sans le ministère d'avoué) ; elle est exécutoire sur minute ; les actes sont visés pour timbre et enregistrés en débet.

Des peines sont portées contre les chefs d'établissements qui retiennent ces réclamations par devers eux.

Les médecins de l'établissement peuvent autoriser la sortie, à titre d'essai, pour une durée indéterminée. Si cette durée excède un mois, l'autorisation doit être approuvée par le préfet.

Mention de ces mesures est faite sur le registre de l'établissement et notification en est adressée au préfet, au procureur de la République, au maire et au curateur à la personne. En cas de rechute du malade pendant son congé, le curateur doit veiller à sa prompte réintégration dans l'asile ; à l'expiration du congé, il fait les diligences nécessaires soit pour la réintégration dans l'asile, soit pour la prolongation

du congé, soit pour la régularisation de la sortie définitive.

Mêmes mesures que dans la proposition de loi précédente, au cas d'évasion.

Surveillance des aliénés. — Chacun de ces établissements, publics ou privés, d'aliénés est visité, au moins une fois chaque année, par un des inspecteurs généraux. Ces inspecteurs sont nommés à la suite d'un concours sur titres dont le ministre de l'Intérieur déterminera les conditions (1).

Le Conseil supérieur de l'Assistance publique dont feront partie de droit les inspecteurs généraux du service des aliénés donnera son avis sur toutes les mesures propres à assurer l'exécution des lois et règlements.

Les établissements sont visités chaque semestre

1. L'emploi d'inspecteur général des maisons d'aliénés avait été créé en 1835. Un décret du 25 novembre 1848 avait nommé trois inspecteurs généraux. M. de Crisenoy déclare que « tout ce qui s'est fait de bien relativement à la construction des asiles, au recrutement du personnel, aux règlements intérieurs, est dû à l'initiative des inspecteurs généraux ». Le rapport publié par eux en 1878 « est un véritable monument ». Néanmoins un décret du 5 septembre 1879 supprime la section spéciale des médecins aliénistes et un décret du 31 mars 1883 supprime l'inspection des aliénés.

L'exemple de l'Angleterre, où le Board ou conseil des commissioners in Lunacy est regardé comme la plus sûre garantie contre les abus, suffirait d'ailleurs à démontrer l'utilité de cette institution.

par le préfet et chaque trimestre par le procureur de la République.

En outre, les personnes spécialement déléguées par le ministre ou le préfet, le président du tribunal, le juge de paix, le maire peuvent visiter les établissements lorsqu'ils le jugent convenable et y recevoir les réclamations des personnes qui y sont placées.

Dans chaque département il est institué une ou plusieurs commissions de surveillance composées de six membres :

Deux conseillers généraux élus par le conseil général ;

Deux membres choisis par le préfet (dont un docteur en médecine) ;

Un juge titulaire ou suppléant désigné par le tribunal de l'arrondissement où l'établissement est situé ;

Le curateur.

Le nombre des membres peut être augmenté par décision du ministre de l'Intérieur. Dans ce cas, les membres supplémentaires sont nommés, moitié par le conseil général, moitié par le préfet.

Cette commission remplit les fonctions de conseil de famille à l'égard des personnes non interdites, placées dans les établissements et non pourvues d'un administrateur judiciaire ou datif ; elle exerce sur les asiles publics départementaux une surveil-

lance administrative et financière et contrôle dans les asiles privés le régime des aliénés et l'exécution des règlements et traités.

Quand deux départements auront créé à frais communs un asile d'aliénés, les deux préfets et les deux conseils généraux se partageront le droit de nommer les membres de la commission.

Les asiles publics sont administrés, sous l'autorité du ministre de l'Intérieur et du préfet, par un directeur-médecin responsable.

Les quartiers spéciaux annexés aux hôpitaux et hospices sont administrés par les commissions administratives de ces établissements. Ils sont assimilés aux asiles publics en ce qui concerne la direction médicale, le traitement et le régime des aliénés. Cette partie du service est confiée à un médecin en chef préposé responsable.

CHAPITRE II

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Après avoir servi de modèle pendant vingt ans, notre législation sur les aliénés paraît singulièrement arriérée, si nous la comparons aux législations étrangères.

Pour mémoire, rappelons cette déclaration de deux jurisconsultes anglais que « la séquestration d'un sujet anglais en France n'était pas entourée d'une protection suffisante ».

La plupart des améliorations proposées par les nombreux auteurs que nous venons de citer sont réalisées à l'étranger. Cette constatation ne peut que nous engager à souhaiter leur prompt aboutissement en France.

Conformément au plan que nous avons suivi jusqu'ici, nous étudierons les législations étrangères à trois points de vue :

- 1° Admission des aliénés ;
- 2° Séjour des aliénés ;
- 3° Sortie des aliénés.

§ 1. — *Admission des aliénés.*

Angleterre. — Les aliénés riches (*private lunatics*) sont admis dans les asiles à la suite d'une longue « inquisition » ou sans procédure, par décision spéciale du lord chancelier. La demande en interdiction est adressée à la Chancellerie et communiquée au malade qui peut confier sa défense à un avocat, citer des témoins et même demander la convocation d'un jury. Le juge est libre de ne pas accorder ce jury, auquel cas le malade est examiné par les *masters of lunacy* qui, à leur tour, peuvent prescrire la formation d'un jury. Sinon ils déclarent que l'individu est aliéné ou ne l'est pas.

Les aliénés indigents (*pauper lunatics*) sont admis sur le vu d'un certificat dressé par deux médecins. En cas d'urgence, le juge de paix ordonne d'office l'internement (1).

Écosse. — Ce sont les tribunaux ordinaires qui prononcent l'interdiction.

Tout placement est subordonné à une ordonnance du shérif, sur le vu d'une demande appuyée de deux certificats médicaux. En cas d'urgence, le malade est admis avec un seul certificat médical, sauf régularisation dans les trois jours par une ordonnance du shérif.

1. *Lunacy Act*, 29 mars 1890.

Les aliénés peuvent se placer eux-mêmes, en justifiant de leur état par un certificat médical. Dans ce cas, ils peuvent sortir librement et ne sont pas enregistrés comme fous.

L'État ne s'occupe pas des aliénés riches gardés par leur famille, mais si un aliéné indigent est signalé au General Board of lunacy il le fait placer dans l'asile de son district. Si un aliéné indigent est placé dans une famille, l'inspecteur des pauvres fait au Board un rapport détaillé auquel sont joints deux certificats médicaux indiquant la manière dont le malade doit être traité ; si le Board considère comme suffisants le rapport et les certificats, il sanctionne l'arrangement proposé avec le *private dwelling*.

Italie. — Le préfet prononce l'internement provisoire ; après quinze jours d'observation, l'autorité judiciaire prononce le placement définitif (1).

Hollande. — La demande de placement peut être formée auprès du juge de paix par tout parent ou allié jusqu'au troisième degré inclusivement. Le placement peut être requis par l'officier de justice près le tribunal d'arrondissement. Le juge de paix ou le président du tribunal statuent, soit immédiatement sur le vu du certificat médical joint à la

1. V. Loi du 14 février 1904.

demande, soit après examen personnel du malade.

Pendant les quinze premiers jours de l'internement, le médecin de l'établissement fait un rapport journalier. Pendant les six mois qui suivent, ce rapport n'est plus rédigé que toutes les semaines, ensuite tous les six mois.

Cet internement n'est que provisoire. Il ne devient définitif que par une décision du tribunal, intervenant dans un délai de quatre semaines après le placement.

Comme on le voit, la série de précautions prises par le législateur des Pays-Bas rend à peu près impossible un internement arbitraire (1).

§ 2. — *Séjour des aliénés*

Angleterre. — Un mois après l'internement le médecin envoie un rapport sur l'état physique et mental du malade.

Les onze *commissioners in lunacy* constituent une sorte de bureau central des aliénés, comprenant six médecins ou avocats. Ils touchent un traitement de 37.500 francs, mais ne doivent exercer aucun autre emploi. Ils tiennent des assemblées trimestrielles et visitent les établissements d'aliénés. Quand ils le jugent utile, ils envoient une personne compétente

1. V. Loi du 27 avril 1884, modif. par une loi du 15 juillet 1904.

visiter un aliéné interné. Une fois l'an au moins ils visitent les malades traités en famille. Ils adressent tous les six mois un rapport au lord chancelier.

Le droit de correspondance des aliénés est plus étendu que chez nous ; ils peuvent notamment écrire à la personne qui les a placés.

Les sorties d'essai sont accordées par deux visiteurs ou un commissioners, pour une durée illimitée.

Il existe depuis longtemps des établissements spéciaux pour idiots.

Ecosse.— Les aliénés curables ou dangereux seuls sont soignés dans les asiles.

Les incurables sont évacués dans les *poorhouses* (sortes d'ouvriers où le régime est assez dur) et les idiots dans les *training schools*.

Il y a peu d'asiles privés.

Mais le placement familial est très répandu. On distingue les placements gratuits, opérés sans formalités, mais soumis à déclaration après un an et les placements chez une personne payée, sans formalités, mais, après six mois, le nourricier doit demander au Board l'autorisation de conserver le malade.

Dans tous les asiles on pratique le système de la porte ouverte (liberté sur parole pour un certain nombre d'aliénés).

Hollande. — Des inspecteurs royaux étendent

leur surveillance sur tous les aliénés, sauf ceux qui sont traités par leurs parents en ligne directe ou leur conjoint, sans privation de la liberté.

Les asiles sont divisés en deux catégories : établissements de traitement, où sont internés les aliénés curables ou dangereux et les établissements de refuge destinés aux déments inoffensifs, idiots ou crétins.

En France, l'application de ce système semble difficile en raison des frais qu'impliquerait pour les départements pauvres un semblable dédoublement des asiles.

Belgique. — Dans un livre très documenté (1) M. Jules Duval fait un tableau impressionnant d'une colonie d'aliénés vivant en possession de leur liberté corporelle et associés à la vie et aux travaux des familles.

Divers essais d'imitation ont été tentés, dans les Vosges et certains autres départements français, mais le résultat n'a pas été heureux.

On a assisté à une lamentable exploitation des pauvres aliénés ; à Gheel, au contraire, les nourriciers étaient accoutumés de père en fils depuis quatre siècles à recevoir des malades.

Un essai plus heureux a été celui des colonies agricoles annexées à l'asile (comme à Clermont, par

1. *Gheel, ou une colonie d'aliénés vivant en famille et en liberté.*

exemple). Là, aucun appât du gain comme chez les nourriciers besogneux ; la ferme se suffit à elle-même grâce au travail des malades. Cette tentative a trouvé à son tour des imitateurs à l'étranger (établissements d'Altscherbitz en Prusse, de Schandrau en Saxe, de Gabersee en Bavière, de Wuhlgarten à Berlin). La Russie, l'Angleterre, la Suède et la Norvège ont également des institutions de ce genre.

Dans tous ces établissements le travail est la règle : c'est un des remèdes les plus efficaces pour activer la guérison. On s'est aperçu d'ailleurs qu'il ne convenait pas toujours de donner à l'aliéné son ancien métier. D'anciens bureaucrates sont souvent heureux de travailler au plein air ; on cite un forgeron qui ne se plaisait plus qu'aux soins du ménage (1).

Mentionnons à cet égard les très florissantes colonies familiales du département de la Seine (Deux-sur-Auron et Ainay-le-Château).

§ B. — *Sortie des aliénés*

Angleterre. — Les aliénés non indigents sortent sur la demande des personnes qui ont sollicité leur internement ; à défaut, sur demande de la personne qui a fait le dernier versement de la pension ; à

1. Voir Pinel, *Régime sanitaire des aliénés*, p. 94.

défaut, la sortie peut être demandée par le conjoint, les ascendants, un parent, un commissioner.

Le médecin traitant peut s'opposer à la sortie.

Les indigents peuvent sortir sur la demande d'un parent ou d'un ami, avec engagement de ne pas le laisser à la charge de l'assistance publique et sauf opposition du médecin traitant.

En cas de guérison deux commissioners dont un doit être médecin, trois visiteurs ou deux visiteurs et un médecin prononcent la sortie.

Tout individu peut demander aux commissioners de faire cesser la séquestration d'une personne quand ce sont eux qui l'ont ordonnée et si l'examen séparé de deux médecins conclut à la sortie.

Écosse. — La simple déclaration du médecin traitant que la guérison est complète rend l'aliéné libre.

Si le médecin pense que l'état du malade est suffisamment amélioré pour qu'il soit inoffensif, les personnes qui ont provoqué le placement et le bureau des commissioners peuvent requérir la sortie.

Hollande. — Le médecin de l'établissement peut donner des congés aux aliénés. La sortie définitive est de droit quand il déclare le malade guéri ou quand le ministère public la requiert.

Le médecin peut s'opposer à la sortie du malade

lorsqu'elle est réclamée par celui qui a formé ou un de ceux qui auraient pu former la demande d'internement.

Dans ce cas, le médecin fait connaître son opposition au procureur du roi ; celui-ci en saisit le tribunal qui statue sans appel.

Ni l'intéressé ni sa famille ne peuvent saisir directement le tribunal d'une demande de sortie.

CONCLUSION

Résumons maintenant les résultats qui semblent définitivement acquis après ce long effort d'amélioration.

Nul ne défend plus le régime de l'internement par simple mesure administrative (tout au moins l'internement définitif) ; à l'exemple de toutes les législations étrangères, les auteurs s'accordent pour réclamer avant l'entrée à l'asile une intervention judiciaire.

En quoi consistera l'intervention judiciaire ? On a vu les solutions proposées : jugement en chambre du conseil ou simple ordonnance du président du tribunal. Nous estimerions préférable un autre système proposé par la commission de la Société d'études législatives et dont la première idée est due à M. le professeur Garçon. Dans les vingt-quatre heures de l'internement, un magistrat (juge de paix ou président du tribunal) intervient pour visiter l'aliéné et recueillir ses observations. Il peut exiger la libération du malade si les formalités d'admission n'on_t

pas été remplies. Dans tous les cas, il adresse un rapport spécial à la commission des aliénés.

Cette commission délègue aussitôt un de ses membres pour examiner l'aliéné et se réunit ensuite sous la présidence du juge des aliénés. Le juge statue sur le maintien ou la cessation de l'internement après avis de la commission.

Ce système semble présenter une garantie des plus efficaces de la liberté individuelle. Il précise les responsabilités ; d'autre part, la décision non motivée ne présente pas le caractère solennel d'une sentence rendue par la juridiction de droit commun. Enfin, avantage qu'il ne faut pas négliger, il n'entraîne pas la surcharge des rôles judiciaires.

Une seconde amélioration hors de discussion aujourd'hui, c'est l'extension aux aliénés soignés dans leur famille, de la surveillance de l'État.

L'idée n'a pas triomphé sans peine ; on craignait une intervention inopportune dans la vie et dans les secrets douloureux des familles.

Juridiquement, on pouvait prétendre d'ailleurs que les articles 475 et 478 du Code pénal, parlant des excès commis par les déments confiés à la garde des familles ne laissaient aucun doute sur le droit de la famille à la surveillance de ceux de ses membres qui ont perdu la raison. Objection qui n'aura plus de valeur quand une loi nouvelle aura réglé la question.

Dès maintenant la cause est gagnée. Une inter-

prétation plus large des droits de chacun et des devoirs d'assistance de la société a montré l'immense intérêt que présentait la protection des aliénés, même (on pourrait dire surtout) au sein de leur propre famille.

Le projet Dubief, proclamant le droit des aliénés à l'assistance et aux soins nécessaires et étendant même au dément resté dans sa famille la sollicitude des pouvoirs publics, devrait être encore amélioré.

Dans nos campagnes surtout, un aliéné est-il toujours assuré de recevoir les soins nécessités par son état ? Bien souvent, les premières semaines seront perdues en vains remèdes, consultations de « rebouteux » et sorciers de village ; on ne confiera le malade au médecin que trop tard, l'aliéné d'ailleurs n'étant pas seulement « ce qu'en a fait sa maladie, mais encore ce qu'en a fait son entourage ».

Il faudrait, dès le début, arracher le malade à un milieu défavorable, le soustraire aux soins inintelligents. Il serait donc utile que les fonctionnaires ou magistrats chargés de la surveillance des asiles fussent autorisés à visiter, dès le début, les aliénés traités à domicile.

Pour cela, il conviendrait de supprimer l'exception énoncée par M. Dubief en faveur des proches parents et de les obliger, conformément à la règle générale, à une déclaration immédiate et à la production d'un

certificat médical sans attendre un délai de trois mois.

L'intérêt bien entendu des malades l'exige. En Angleterre, en Belgique, en Norvège, magistrats et médecins ont le droit de pénétrer au foyer des aliénés et nul ne songe à s'en plaindre.

Une autre conclusion à retenir dans la proposition Dubief, c'est l'internement seulement provisoire des aliénés et leur placement dans un quartier d'observation ou, à défaut, à l'infirmerie de l'asile.

Dans les asiles importants comme ceux de la Seine, il y aurait des quartiers d'observation ; dans les asiles moindres, c'est à l'infirmerie qu'on les gardera.

Ce procédé a été très discuté. Il semble toutefois bien en harmonie avec les progrès modernes de la psychothérapeutique. On rapproche ainsi de plus en plus l'asile d'un véritable hôpital de conception récente, avec ses pavillons distincts pour les divers genres de maladie.

Dans le même ordre d'idées, mentionnons l'intérêt que présente la multiplication des colonies familiales d'aliénés dont nous avons parlé à propos des législations étrangères. Quand la création de ces colonies familiales n'aurait pour effet que de diminuer le funeste encombrement des asiles, il faudrait y applaudir. Mais ces colonies présentent beaucoup d'autres avantages, notamment au point de vue de la rapidité des progrès qu'on y observe souvent dans le traite-

ment des maladies cérébrales. Sa demi-indépendance l'assujettissement au travail des colons contribuent à rendre à l'aliéné une personnalité, alors qu'il existe une démence particulière appelée spirituellement par les Anglais *asylum dementia*. Enfin, le traitement des aliénés dans les colonies familiales est sensiblement moins coûteux que dans les asiles.

Retenons enfin dans les plus récentes propositions de réforme la suppression des asiles privés faisant fonctions d'asiles publics. C'est là que les plus graves abus ont été signalés ; les moyens de contrainte physique, la camisole de force n'y sont supprimés qu'en apparence.

Alors que les asiles publics sont dans la main de l'administration et dirigés par des aliénistes d'une moralité éprouvée, alors que les asiles privés, destinés à la clientèle riche, sont d'ordinaire beaucoup mieux organisés que les asiles publics eux-mêmes, les asiles privés recevant des aliénés pauvres sont le plus souvent dans une situation déplorable. Le médecin de ces établissements est sous la dépendance d'une société financière ; le travail des aliénés doit être une source de dividendes et toute amélioration de régime un peu coûteux a chance de ne jamais être réalisée.

Aussi malgré la dépense devant en résulter pour les budgets départementaux, ne faut-il pas hésiter, dans l'intérêt supérieur des aliénés pauvres à approu-

ver la suppression rapide des asiles privés faisant fonctions d'asiles publics.

Quelques conclusions d'ordre accessoire semblent pouvoir être ajoutées aux précédentes.

Il paraît désirable de faire intervenir une convention internationale réglant le sort des aliénés placés hors de leur pays d'origine : cette convention mettrait fin à bien des difficultés.

Ne serait-il pas opportun aussi de favoriser la création de patronages pour aliénés libérés, ainsi qu'on l'a fait pour les détenus libérés ? Bien souvent la famille des aliénés présente des tares ; les habitudes y sont mauvaises ; quelles fâcheuses conditions pour un retour à la complète santé morale ! Il semble qu'il y ait là matière à plus d'une initiative féconde.

Un détail aurait aussi son importance. En cas de sortie sur réquisition judiciaire, les actes sont enregistrés en débet. Le recouvrement des droits d'enregistrement ne donnera-t-il pas lieu à de pénibles réminiscences ? Il serait mille fois préférable de décider généreusement l'enregistrement gratuit.

Enfin il serait intéressant d'adresser immédiatement au préfet copie des observations du médecin de l'asile et des visiteurs autorisés, de façon à permettre une surveillance plus effective des aliénés par l'administration.

Nous concluons donc en nous prononçant nette-

ment pour l'adoption de la proposition votée en 1907 par la Chambre des Députés.

Cette proposition nous semble donner satisfaction à la fois à notre idée contemporaine de la liberté individuelle et des devoirs d'assistance de la société, aux exigences de la thérapeutique applicable aux maladies mentales et à la sûreté publique.

Nous demanderions seulement qu'on y apportât les légères retouches ou dispositions complémentaires que nous avons signalées au cours de ce travail.

Vu : le Président de la thèse,

LARNAUDE

Vu : le Doyen,

PAUL CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

§ 1. — OUVRAGES GÉNÉRAUX.

ÉTUDES ET MONOGRAPHIES HISTORIQUES

- LOMBROSO. — L'Uomo delinquante ; le crime.
FERRI. — L'Imputabilité ; l'Omicidio ; sociologie criminelle.
MAUDSLEY. — Le Crime et la folie.
PINEL. — La Loi de juin 1838 et ses détracteurs, 1855.
ESQUIROL. — Les Établissements d'aliénés de France.
DAYRAS (Léon). — Les Aliénés. Paris, 1883.
LEGRAND DU SAULE. — La Folie devant les tribunaux.
MICHELET. — Histoire de France, (tome XVI ; les religieuses de Loudun.)
AUBUIT. — Histoire des diables de Loudun.
ESMEIN. — Histoire de la procédure criminelle en France, 1882.
LAGRÉSILLE. — La Séquestration des aliénés dans la législation actuelle et la législation future. Paris, 1883.
VIDAL. — Cours de droit criminel et de science pénitentiaire.
JOLY. — Du sort des aliénés dans la Basse-Normandie avant 1789. Caen, 1868.
DUBIEF (D^r). — Le Régime des aliénés. Paris, Rousset, 1909.
PORET (A.). — Le Régime des aliénés et la liberté individuelle, 1898.
MASSON (E.). — La Liberté individuelle et les aliénés, 1902.

§ 2. — PROJETS DE RÉFORME A LA LOI DE 1838

HUC (Th.). — Des aliénés et de leur capacité civile. Projet de réforme de la loi du 30 juin 1838 (1869).

GARSONNET. — Projet de réforme de la loi de 1838 (1869).

DAYRAS. — Les aliénés ; réformes à la loi de 1838 (1883).

LUYS (Dr). — Projet de réforme de la législation des aliénés, 1884.

DUMAS. — Des modifications à apporter à la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés. Douai, 1884.

MOUY (de). — Le Régime des aliénés devant le Parlement, 1894.

LÉGER. — Du régime administratif des aliénés et des réformes projetées.

LIÉNART. — Révision de la législation sur les aliénés.

§ 3. — DISCOURS, PROCÈS-VERBAUX, RAPPORTS ET DOCUMENTS
PARLEMENTAIRES SUR LES PROJETS DE RÉFORME
DE LA LOI DE 1838

GAMBETTA et MAGNIN. — Proposition de réforme de la loi de 1838, 21 mars 1870.

ROUSSEL (Th.) ET DESJARDIN. — Proposition de réforme.

BERTRAND. — Recueil des procès-verbaux de la Commission de réforme. Paris, 1872.

LUYS (Dr). — Discours à l'Académie de médecine sur les projets de réforme de la législation des aliénés, 1884.

BLANCHE. — Rapport à l'Académie de médecine sur les projets de réforme de la législation des aliénés. Paris, Masson, 1884.

ROUSSEL (Th.). — Rapport au Sénat sur la revision de la loi de 1838. Session 1884 ; Sénat, n° 157, 2 volumes.

BOURNEVILLE (Dr). — Rapport à la Chambre, 1884.

REINACH. — Proposition de loi sur la revision de la loi de 1838, 3 décembre 1890.

LAFFONT. — Rapport sur le régime des aliénés et les propositions de MM. Reinach, Laffont et G. Berry, 1894.

CRUPPI. — Projet de loi sur la réforme des expertises médico-légales. (Journ. off. annexe 1898.)

DUBIEF. — Proposition de loi sur la réforme de la législation des aliénés, 1903.

— Proposition de loi sur la réforme de la législation des aliénés 1906 (Journ. off. ; doc. parlem. ; Chambre, session ordinaire, p. 507).

§ 4. — REVUES

Bulletin de la Société d'études législatives

1903. Projets du Sénat et de la Commission de la Chambre pour la réforme de la législation des aliénés, p. 393 et suiv., 443 et suiv.

1904. Rapport Larnaude, p. 25.

— Rapport Saleilles, p. 262, 318, 410.

1905. Rapport Larnaude, p. 105-185.

— Rapport Saleilles, p. 135.

— Rapport Le Poitevin, p. 261.

Revue pénitentiaire

1878-1879-1881. Enquête; rapport Proust; discussion à la Société générale des prisons.

1897-1900. Rapport de Ch. Constans, discussion.

1899. Projet de loi sur la réforme des expertises médico-légales, p. 385.

1900. Proposition Cruppi sur la création d'asiles d'aliénés criminels.

1901. Larnaude, garanties de la liberté individuelle, p. 191 et suiv.

Revue critique de législation et de jurisprudence

GIRARD. — Revision de la loi sur les aliénés.

Bulletin de la Société de législation comparée

BERTRAND. — Procès-verbaux de la Commission chargée
d'étudier les réformes de la loi de 1838. Paris, 1872.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5

TITRE PREMIER

LES GARANTIES DE LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE

CHAPITRE PREMIER. — Les Droits individuels.....	11
§ 1. — Généralités.....	11
§ 2. — Les Droits individuels dans notre droit constitutionnel.....	14
§ 3. — Les divers droits individuels.....	16
CHAPITRE II. — La Liberté individuelle.....	18
§ 1. — Généralités.....	18
§ 2. — Quels sont les droits de l'aliéné.....	20
CHAPITRE III. — Les Garanties de la liberté individuelle.....	23
§ 1. — Garanties constitutionnelles.....	23
§ 2. — Séparation des autorités administrative et judiciaire.....	25
§ 3. — L'Internement des aliénés.....	26

TITRE SECOND

LE RÉGIME DES ALIÉNÉS

CHAPITRE PREMIER. — Historique.....	33
§ 1. — Droit Romain.....	33

§ 2. — Ancien droit.....	34
§ 3. — Période révolutionnaire.....	39
§ 4. — Restauration.....	44
CHAPITRE II. — Régime de la loi de 1838.....	46
§ 1. — Admission des aliénés.....	47
§ 2. — Surveillance.....	49
§ 3. — Sortie.....	51
§ 4. — Capacité juridique.....	53
CHAPITRE III. — Critique.....	55
§ 1. — Généralités.....	55
§ 2. — Admission des aliénés.....	56
§ 3. — Surveillance.....	58
§ 4. — Sortie.....	60
§ 5. — Lacunes de la loi de 1838.....	61

TITRE TROISIÈME

CHAPITRE I. — Étude des diverses propositions de réforme.....	65
I. — Proposition Gambetta-Magnin.....	66
II. — Proposition Th. Roussel, Jozon et Alb. Desjardins.....	67
§ 1. — Commission de surveillance.....	68
§ 2. — Contrôle du service.....	69
§ 3. — Création d'asiles spéciaux pour les aliénés criminels.....	70
III. — Projet de loi présenté par le Gouvernement au Sénat, le 25 novembre 1882.....	70
§ 1. — Consécration des idées présentées par Th. Roussel.....	70
§ 2. — Dispositions nouvelles.....	75
§ 3. — Sort du projet de 1882.....	83
IV. — Proposition Joseph Reinach.....	84
V. — Proposition J. Reinach et Lafont.....	86

VI. — Proposition Dubief.....	88
VII. — Deuxième proposition Dubief.....	90
VIII. — Troisième proposition Dubief.....	91
IX. — Analyse du projet de loi Dubief voté par la Chambre, le 22 janvier 1907.....	92
CHAPITRE II. — Législations étrangères.....	104
§ 1. — Admission des aliénés.....	105
§ 2. — Séjour des aliénés.....	107
§ 3. — Sortie des aliénés.....	110
Conclusion.....	113

